

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Contre l'oubli! 1999–2024

Conférence internationale «De l'agression vers un nouvel ordre équitable» à Belgrade

Entretien avec Živadin Jovanović, président du Forum de Belgrade pour un monde équitable



Živadin Jovanović
(photo mad)

Horizons et débats: Le week-end dernier a marqué le 25^e anniversaire du début de la guerre de l'OTAN contre la République fédérale yougoslave. Pour donner tout son poids à cette journée mémorable, le Forum de Belgrade et d'autres organisations placées sous votre responsabilité ont organisé une conférence internationale d'envergure. Quelles en ont été pour vous ses principaux résultats?

Živadin Jovanović: C'est avec une grande fierté que nous avons accueilli à Belgrade quelque 200 participants soutenant amicalement nos efforts, venus de tous les continents pour condamner une fois encore l'agression militaire illégale de l'OTAN en 1999 contre la Yougoslavie et pour rendre hommage aux plus de 4000 victimes, dont des enfants. Les participants à la conférence ont appelé fermement à mettre fin aux guerres actuellement en cours et à enrayer l'escalade avant que l'humanité tout entière ne soit absorbée dans un conflit nucléaire mondial. A mon avis, le résultat majeur a été l'appel lancé par la conférence aux dirigeants mondiaux pour engager un dialogue stratégique sur l'arrêt des conflits et des massacres toujours en cours, en se concentrant sur les origines et les causes des guerres qui perdurent. Le second résultat a été son solide soutien au nouvel ordre mondial inclusif fondé sur l'égalité souveraine de tous les pays et la non-ingérence dans les affaires intérieures. Cette position va de pair avec une opposition ferme à la politique d'expansion, de domination et de néocolonialisme. Même si nos amis sont issus de cultures, de races, de religions, d'idéologies et même de civilisations différentes, il n'y a eu aucune difficulté à parvenir à une compréhension mutuelle et au consensus sur le fond des questions abordées.

De nombreux participants étrangers venus de tous les continents ont contribué à la conférence ou prononcé des discours. Quelle signification pour la Serbie et pour vos priorités attribuez-vous à cette participation intense à votre conférence?

Elle concerne plusieurs enjeux. Même si l'agression militaire de l'OTAN a pris fin il y a 25 ans, elle a perduré jusqu'à aujourd'hui par d'autres moyens – politiques, économiques, financiers et de propagande – elle s'est même intensifiée ces derniers temps. Sur la base du mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, l'OTAN maintient pratiquement sous occupation la province serbe du Kosovo et de la Metohija. En se servant de l'UE, des organisations financières internationales, des médias et d'autres instruments, les principaux pays membres de l'OTAN – les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France – exercent des pressions considérables pour obliger la Serbie à reconnaître la sécession illégale et unilatérale de sa province autonome du Kosovo et de Metohija. Ils veulent créer un autre Etat albanais parallèlement à l'Albanie elle-même et le regrouper dans ce qu'ils appellent la Grande Albanie pour ainsi arriver à une autre expansion de l'OTAN. Il est évident que derrière la rhétorique de défense de la démocratie et des droits de l'homme se cache la stratégie d'expansion de l'OTAN. C'est dans ce contexte que les participants du Forum de Belgrade ont donc exprimé leur soutien et leur solidarité à la Serbie

pour qu'elle résiste à l'agression permanente, reste indépendante et neutre et poursuive la défense de sa souveraineté et de son intégrité territoriale sur la base de la Charte des Nations unies, des Accords finaux d'Helsinki de l'OSCE et, en particulier, de la Résolution 1244 (1999) du Conseil de Sécurité de l'ONU. Le droit, la vérité et la justice se rejoignent pour consolider ce terrain d'entente solide.

Il nous est apparu que votre conférence a été soutenue de la Serbie officielle de manière plus résolue que jamais auparavant au cours des 25 dernières années. Si c'est juste, quelles sont les raisons pour cet élan? En quoi pourra-t-il promouvoir le travail du Forum de Belgrade?

La transparence a été et reste l'un des principes fondamentaux du Forum de Belgrade pour un monde équitable en tant qu'association indépendante, à but non lucratif, non partisan et bénévole. Le Forum maintient toujours le public et les institutions de l'Etat informés sur notre travail et nos positions concernant les questions nationales et internationales essentielles. Nous sommes très heureux de constater que cette fois-ci, trois ministres du gouvernement – Miloš Vučević pour la défense, Bratislav Gašić pour l'intérieur et Nikola Selaković pour l'emploi – ont pris part à notre conférence, l'un d'entre eux, M. Miloš Vučević, ayant été désigné pour être le prochain Premier ministre de la Serbie.

Il y a une quinzaine d'années, même le gouvernement local aurait à peine mentionné l'existence du Forum de Belgrade. Nous sommes satisfaits de l'évolution positive qui montre que le gouvernement actuel apprécie ce que nous avons fait au cours des 25 dernières années. Notre programme centré sur la vérité, la justice et la moralité, nos principes

d'engagement volontaire, d'égalité, de liberté et d'indépendance, ainsi que nos liens d'amitié avec un grand nombre d'organisations et de personnalités dans le monde entier seront, je pense, encore mieux reconnus.

Et qu'en est-il avec le soutien dont bénéficie votre Forum au sein de la population serbe? Je pense que le Forum et l'ensemble du programme des événements commémoratifs –



«Puisse le souvenir des victimes de l'agression, de ses conséquences et de notre engagement éclairer le chemin qui nous attend afin que nous puissions suivre dignement les traces de nos ancêtres», extrait de la préface d'Aleksander Skakić dans «1999–2024 – We remember ...» (photo Media Center «Odbrana», 2024)

expositions, revue internationale de films documentaires, marathon commémoratif international Belgrade-Thessalonique ainsi que d'autres activités – ont reçu un large soutien de la part du public serbe. On a organisé des manifestations commémoratives de ce type dans tout le pays. Notre Forum a été le pionnier de ces événements depuis l'époque où les gouvernements précédents ne se hasardaient même pas à évoquer «l'agression de l'OTAN». Les membres de nos associations – le Forum de Belgrade, le Club des généraux et amiraux serbes, l'Association des vétérans SUBNOR et d'autres – ont été invités à participer à des rencontres publiques, à donner des conférences dans les écoles et les universités, à s'exprimer sur les chaînes de radio et de télévision. La diaspora serbe dans le monde entier a également organisé des cérémonies commémoratives en souvenir des milliers de victimes innocentes de l'agression de l'OTAN. Ces manifestations se poursuivront probablement jusqu'à la fin de l'année.

En général, nous nous en tenons au principe suivant: faites ce que vous jugez bon de faire pour votre pays et votre peuple, faites-le du mieux que vous pouvez et ne vous découragez pas si cela ne suffit pas à satisfaire tous les besoins. Par ailleurs, ne causez de tort à personne et respectez toujours l'égalité.

Quelles ont été les réactions des participants étrangers à la conférence? Y a-t-il eu des réactions à l'échelle internationale?

Tout d'abord, il convient de rappeler que nombre de nos associations et sympathisants dans le monde entier, en particulier en Europe, ont organisé leurs propres événements commémoratifs. Certains d'entre eux sont d'abord venus à Belgrade, puis sont retournés dans

suite page 4

Une assemblée des peuples au niveau mondial

ef. Le 24 mars 1999 a débuté la première guerre menée sur le territoire européen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les bombes et les missiles de croisière de l'OTAN n'ont pas seulement détruit un petit pays européen, mais aussi le système de défense européen et mondial, fondé sur la Charte des Nations Unies (1945), le document final de la CSCE (acte d'Helsinki 1975) et la Charte de Paris (1990). Aujourd'hui encore, les personnes souffrent des graves conséquences de ces destructions – non pas seulement en Serbie.

Depuis 25 ans, le Forum de Belgrade pour un monde d'égaux commémore le 24 mars 1999, date à laquelle a débuté l'agression de l'alliance de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY), rendant hommage aux défenseurs du pays tombés au combat et aux civils tués.

Cette année, du 21 au 24 mars, le Forum de Belgrade pour un monde d'égaux sous la présidence éprouvée de Živadin Jovanović, a organisé avec d'autres organisations une conférence internationale commémorative. Les participants ont fait le déplacement de 29 pays et de tous les continents; dans ces quatre jours

voués à cette occasion, plus de 30 conférences ont été présentées ainsi qu'en soirée, de différents films documentaires sur la guerre d'agression de l'OTAN.

La conférence a été ouverte par les interventions de trois Ministres du gouvernement serbe: Miloš Vučević, ministre de la Défense, Bratislav Gašić, ministre de l'Intérieur, et le ministre du Travail Nikola Selaković. Ainsi, de manière plus accentuée que dans les années précédentes, la volonté du Forum de Belgrade de ne pas laisser tomber la guerre dans l'oubli a été reconnue et partagée au niveau officiel. En ce qui concerne les guerres à Gaza et en Ukraine, les différentes interventions ont une nouvelle fois mis en évidence le fait que la guerre d'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie a constitué un précédent pour les guerres à venir. Dans cette guerre d'agression, les éléments néfastes malheureusement engendrés ont manifesté déjà toute leur destruction massive: le changement de l'OTAN d'une alliance de défense à une alliance offensive, pratiquement du jour au lendemain; l'application du droit international selon les

intérêts particuliers poursuivis, les menaces et les erreurs accompagnant les négociations malhonnêtes avant la guerre; le rôle partisan des médias mainstream – sans oublier la propagande diffusée telle quelle par les relations publiques du plus fort. Une fois de plus, les participants ont pu se rendre compte, surtout par le biais des films documentaires, de l'envergure et des suivis des bombardements, les destructions massives apportées et toujours actuelles aux civils et au pays tout entier – mais aussi de la manière dont un pays a été martyrisé et incité à la guerre, essentiellement pour des raisons géopolitiques et de pouvoir.

Les nombreuses interventions et débats entre les participants se sont caractérisés par ce dialogue ouvert, honnête et respectueux qui a caractérisé l'ensemble de la conférence. Sa qualité a laissé l'impression d'une assemblée des peuples au niveau mondial: c'est ainsi que cela se passe lorsque des personnes du monde entier se réunissent pour la paix et la justice correspondant à leurs aspirations profondes.

Contre l'oubli! 1999 – 2024

Déclaration de Belgrade

Belgrade, le 23 mars 2024

Nous, les participants à la Conférence internationale qui s'est tenue à Belgrade du 22 au 24 mars 2024 pour commémorer les 25 ans de l'agression de l'OTAN contre la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et qui a réuni des représentants venus du monde entier sur le thème «De l'agression vers un nouvel ordre équitable», déclarons par la présente:

Appartenant à différents pays, nations, idéologies, religions et civilisations, nous sommes néanmoins fermement unis dans notre engagement en faveur de la paix, de l'égalité et de la prospérité pour tous les peuples, ainsi que dans notre condamnation de l'interventionnisme, de l'expansionnisme, de la domination et de l'hégémonisme.

Nous condamnons fermement l'agression armée injustifiée de l'OTAN contre la RFY (Serbie et Monténégro) en 1999 comme étant une guerre illégale, invasive et criminelle à l'encontre d'un pays européen souverain et pacifique, menée sans mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, de l'Acte final d'Helsinki de l'OSCE (1975) et des principes fondamentaux du droit international.

Nous soulignons que cette agression a été menée sous de faux prétextes et que, par conséquent, la responsabilité de l'OTAN ne peut en être minimisée. Ce ne sont pas des puissances nationales, mais au contraire l'expansionnisme de l'OTAN qui a en fait provoqué un «désastre humanitaire». Ce qui s'est passé à Rachak n'a pas été un «massacre de civils», mais une réponse légitime de l'Etat au terrorisme. Il n'y a pas eu de plan «Fer à cheval». Les guerres ou interventions «humanitaires» n'existent pas. On ne peut guère prévenir la souffrance humaine en détruisant des maisons et des hôpitaux, en utilisant de l'uranium appauvri et des bombes à fragmentation, en empoisonnant l'air, le sol et l'eau.

En 1999, l'OTAN a réintroduit la guerre sur le sol européen, paradoxalement une guerre que l'Europe a menée contre elle-même. Il ne s'agissait pas d'une «petite guerre du Kosovo», mais plutôt d'une guerre visant à atteindre ces objectifs géopolitiques:

- le découpage de la province autonome du Kosovo et de Metohija en Serbie et le contrôle total des Balkans;
- le déploiement des troupes américaines dans les Balkans dans le cadre de sa stratégie d'expansion vers l'Est;
- la création d'un précédent pour des interventions ultérieures menées en violation du droit international et de l'inviolabilité du Conseil de sécurité des Nations unies;
- justifier l'existence de l'OTAN et son action au-delà de la zone définie dans son Acte fondateur de 1949. «Chaque fois que la loi fait obstacle à la politique d'expansion, elle doit être abrogée», telle est la nouvelle règle de l'OTAN.

L'agression de l'OTAN incarne la défaite de l'ordre établi à l'issue de la Seconde Guerre mondiale en matière de paix et de sécurité en Europe et dans le monde. Aujourd'hui, les Balkans sont plus instables, l'Europe s'est remilitarisée sur des bases dangereuses, sans autonomie, sans identité et sans vision.

L'agression a coûté la vie à 1139 soldats et policiers, à environ 3 000 civils, dont 89 enfants, et a fait quelque 10 000 blessés.

Cependant, les conséquences des effets persistants des armes contenant de l'uranium appauvri et des composés toxiques sont de loin plus importantes. L'OTAN a également bombardé l'ambassade de la République populaire de Chine à Belgrade, tuant trois journalistes chinois et détruisant le bâtiment de l'ambassade chinoise. Nous rendons hommage à toutes les personnes innocentes tombées au combat et exprimons nos condoléances les plus sincères à leurs familles.

L'agresseur a systématiquement détruit ou gravement endommagé les infrastructures civiles, telles que les chemins de fer, les routes, les ponts, les aéroports, le système énergétique, ainsi que les immeubles d'habitation, les installations industrielles, les écoles, les hôpitaux, les jardins d'enfants et bien d'autres équipements. Les bombardements ont touché

plus de trente stations et émetteurs de radio et de télévision, dont la télévision publique nationale RTS, tuant 16 professionnels en service. Les dommages directs s'élèvent à quelque 100 milliards de dollars.

Nous insistons sur le fait que l'OTAN et ses Etats membres, qui ont participé à cet acte de guerre illégal, sont tenus d'indemniser la Serbie pour les dommages de guerre qu'ils lui ont infligés. Nous demandons à ce que les instances spéciales gouvernementales et les organismes d'experts, chargés de déterminer les conséquences de l'agression sur la santé des personnes et l'environnement, reprennent leurs travaux, et que les crimes de guerre contre les civils et les crimes de non-respect des conventions relatives à la guerre soient poursuivis et sanctionnés.

Nous soutenons fermement les efforts déployés par la Serbie pour atténuer les conséquences de l'agression et pour empêcher la poursuite de l'agression armée de l'OTAN par d'autres moyens, et exprimons notre solidarité à cet égard.

Nous exprimons notre soutien total à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Serbie dans ses frontières internationalement reconnues, à l'intérieur desquelles elle continue d'être membre des Nations Unies, de l'OSCE et d'autres organisations internationales. Nous sommes extrêmement inquiets face à la violation massive des droits fondamentaux de la communauté serbe au Kosovo et en Metohie, qui se traduit par une expulsion systématique de plus de 250 000 Serbes expulsés et d'autres non-Albanais de leurs maisons et de leurs biens, et par le fait qu'on les empêche d'y retourner librement et en toute sécurité.

Nous sommes fermement convaincus qu'une solution au futur statut de la province du Kosovo-Metohija ne peut être trouvée que dans le respect du droit international et, en

internationales, qui ne font que jeter de l'huile sur le feu, aux provocations incessantes et au danger imminent d'un conflit mondial. Le monde est au bord du gouffre. L'humanité devra soit freiner l'agressivité effrénée des puissances excentriques, soit tomber dans l'abîme.

C'est pourquoi nous sommes tous unis pour exiger l'ouverture immédiate d'un dialogue au niveau stratégique, sous les auspices de l'ONU, afin de mettre un terme à l'escalade, à la prolifération des armes conventionnelles et nucléaires et à la violation des accords internationaux. Nous exigeons la fermeture des bases militaires étrangères, le retrait complet d'Europe des armes nucléaires tactiques américaines et des installations des soi-disant défenses anti-missiles qui aggravent la vulnérabilité de la sécurité.

Nous appelons à mettre fin à la rhétorique belliciste et invitons tous les responsables politiques à recourir au dialogue et à trouver des solutions pacifiques, justes et durables aux conflits et aux crises en cours. Nous appelons toutes les forces pacifistes dans le monde à unir leurs voix dans la lutte pour le respect du droit international, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, le renforcement de l'autorité et du rôle des Nations Unies et d'autres organisations internationales, le respect des principes d'égalité, de souveraineté et d'intégrité territoriale, et pour la coopération et la coordination dans la lutte contre le terrorisme et le séparatisme en tant que menaces globales.

Nous soutenons le processus de multipolarisation des relations mondiales et leur démocratisation sur la base de l'égalité souveraine de tous les Etats et de tous les peuples. Nous soutenons les initiatives en faveur de la paix, de la sécurité et du développement, lorsqu'elles sont fondées sur le principe de l'indivisibilité

«Nous appelons à mettre fin à la rhétorique belliciste et invitons tous les responsables politiques à recourir au dialogue et à trouver des solutions pacifiques, justes et durables aux conflits et aux crises en cours. Nous appelons toutes les forces pacifistes dans le monde à unir leurs voix dans la lutte pour le respect du droit international, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, le renforcement de l'autorité et du rôle des Nations Unies et d'autres organisations internationales, le respect des principes d'égalité, de souveraineté et d'intégrité territoriale, et pour la coopération et la coordination dans la lutte contre le terrorisme et le séparatisme en tant que menaces globales.»

particulier, de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies du 10 juin 1999, laquelle constitue un document juridiquement contraignant et pérenne. Nous exigeons que toutes les dispositions de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU soient pleinement respectées et mises en œuvre.

Nous condamnons toutes les violations de cette Résolution ainsi que les politiques de chantage et de pression, et toutes les mesures unilatérales visant à légaliser la confiscation du territoire de l'Etat et à achever le nettoyage ethnique de la population serbe encore présente, en vue de la création de la soi-disant Grande Albanie.

Nous nous opposons à l'ordre mondial unipolaire fondé sur la stratégie de l'hégémonisme et de la domination mondiale dont l'OTAN est le bouclier militaire. En 1999, l'agression contre la RFY a accéléré cette stratégie d'expansion vers l'Est et a constitué une menace pour la paix en Europe et dans le monde. A l'époque de l'agression, l'OTAN ne comptait que 19 membres, contre 32 aujourd'hui. Suite à la création de la base militaire américaine *Camp Bondsteel* au Kosovo-Metohija, des douzaines de nouvelles bases de l'OTAN ont vu le jour. Aujourd'hui, l'Europe accueille un nombre bien plus important de bases militaires étrangères et de stocks d'armes nucléaires qu'à l'époque du monde bipolaire et de la guerre froide.

Nous souhaitons manifester nos plus vives inquiétudes face à l'escalade accélérée des hostilités et des conflits dans les relations

mutuelle de la paix, de la sécurité et du développement, et lorsqu'elles prennent en compte les causes profondes des problèmes.

Les BRICS, l'EAEU, l'initiative mondiale «Belt and Road», l'Organisation de coopération de Shanghai et le Mouvement des pays non alignés jouent un rôle clé dans ce processus. Nous soutenons l'abolition de tous les monopoles et privilèges fondés sur l'«exceptionnalisme». Nous refusons les sanctions unilatérales, la création de nouveaux «murs» ou de nouvelles divisions. La tentative de diviser le monde en «démocraties» et «autocraties» est une ruse des puissances centrales destinée à prolonger la pérennité de l'ordre mondial unipolaire.

La politique de confrontation, d'interventionnisme et d'ingérence dans les affaires intérieures, soutenue par le complexe militaro-industriel et le Grand Capital financier, doit céder la place au dialogue, au partenariat, au respect des normes fondamentales du droit international et à l'ordre mondial multipolaire.

La paix, la stabilité, la démocratie et le développement solidaire exigent des changements radicaux dans les relations mondiales actuelles, le respect de l'égalité souveraine, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, le multilatéralisme, le respect des intérêts communs et l'exclusion de tout égoïsme, du protectionnisme et des privilèges du passé.

Les vestiges de la guerre froide constituent l'obstacle majeur à l'ordre mondial des nations souveraines et équitables. C'est pourquoi

Déclaration sanctionnant l'attentat terroriste de Moscou

Nous, les participants (venus du monde entier) de la conférence internationale consacrée au sujet de «Surmonter les guerres d'agression par un nouvel ordre juste et équitable», conférence tenue du 22 au 24 mars 2024 à Belgrade, en mémoire de la journée néfaste (d'il y a 25 ans) de l'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, la Serbie et le Monténégro, témoignons de :

- notre sanction morale la plus sévère adressée aux auteurs de l'attentat terroriste abject, bestial et provocateur ayant coûté la vie à tant d'êtres humains innocents;
- notre attente à ce que les acteurs de ce massacre soient promptement arrêtés et conduits devant les instances juridiques compétentes;
- notre profonde condoléance aux familles des victimes, aux concitoyens moscovites et au peuple russe tout entier, partageant leurs immenses douleurs;
- ainsi que notre refus catégorique nous appelant tous à resserrer nos rangs pour coordonner notre lutte contre le terrorisme, ce danger global menaçant tous les peuples de ce monde.

Source: <https://www.beoforum.rs/en/>
(Traduction Horizons et débats)

l'OTAN doit être dissoute et la doctrine de l'hégémonisme, de l'expansionnisme et du néocolonialisme doit être reléguée aux oubliettes de l'histoire.

Nous condamnons le massacre collectif de la population palestinienne innocente, en particulier celui des enfants, et appelons à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza et dans les autres zones où vit le peuple palestinien, afin de mettre enfin un terme à cette souffrance humaine sans précédent dans l'histoire récente, et de permettre le ravitaillement sans entrave de la population vulnérable en nourriture, en médicaments, en eau potable et en autres produits de première nécessité.

Nous soutenons une solution à deux Etats, la possibilité du retour en toute liberté et en toute sécurité de toutes les personnes expulsées, la fin de l'occupation et la création d'un Etat palestinien dans les frontières d'avant le 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, le tout conformément aux résolutions des Nations unies.

Nous exprimons notre solidarité avec le peuple cubain qui subit depuis de nombreuses années les conséquences dévastatrices de l'embargo unilatéral des Etats-Unis. Le peuple cubain a le droit inaliénable de choisir lui-même les voies de son développement interne, sans ingérence extérieure. Nous exigeons le respect des positions de l'ONU sur la levée du blocus américain de Cuba et le retrait de Cuba de la liste des «Etats soutenant le terrorisme» parce qu'elle y a été inscrite sans fondement.

Nous estimons que la crise ukrainienne n'est autre que le corollaire de la stratégie d'expansion de l'OTAN vers l'Est, au mépris de tous les accords conclus par ailleurs.

Nous pensons qu'il est possible de résoudre cette crise de manière pacifique, en reconnaissant et en éliminant les causes et en garantissant la même sécurité à tous les pays. Il n'y a pas de place pour l'égoïsme et les approches égocentriques dans le style de la thèse complotiste du «milliard doré» dans l'avenir commun de l'humanité.

Nous exprimons notre reconnaissance et notre gratitude à nos hôtes – le *Forum de Belgrade pour un monde d'égaux*, le *Club des généraux et amiraux de Serbie*, le SUBNOR de Serbie, le Fonds de la diaspora pour la Serbie et l'*Association des vétérans du service de renseignement militaire*, ainsi qu'aux citoyens de Serbie – pour leur hospitalité et la bonne gestion du Forum. Les organisateurs expriment leur reconnaissance aux participants de cette Conférence, y compris au Conseil mondial de la paix et à tous ses membres, pour leur solidarité et leur soutien à la Serbie et au peuple serbe depuis des décennies, ainsi que pour leur contribution extraordinaire aux résultats de cette Conférence.

Source: <https://www.beoforum.rs/en/>
(Traduction Horizons et débats)

Le meurtre automatisé – comment Israël emploie l'intelligence artificielle à Gaza

par Patrick Lawrence et Cara Marianne

«Les transformations technologiques aident l'humanité à accomplir les nouveaux défis dont nous sommes chargés par la nature, il est vrai. Cependant, elles nous conduisent devant un changement de paradigme. Elles ne reconforment pas notre emploi de nos facultés intellectuelles, mais au contraire les amoindrissent. A la longue, elles réduisent notre raison. Nous aspirons à améliorer nos conditions tout en risquant la rechute à l'ère paléontologique jusqu'à ce que notre infrastructure de plus en plus complexe et ainsi fragile s'effondre.»

Cette citation est extraite d'une conférence récente tenue, le 4 avril 2024, du Professeur des universités Hans Köchler, scientifique viennois de renom, Président de l'*International Progress Organization*¹, un laboratoire intellectuel à rayonnement global, consacré à la paix. La date est significative puisque, la veille, deux publications indépendantes israéliennes, «+972 Magazine» et «Local Call»², avait fait état que les forces armées israéliennes employaient, lors de leur invasion brutale de la bande Gaza, le programme IA dénommé *Lavender* qui avait marqué, entre-temps, à peu près 37 000 palestiniens comme cibles de leurs tirs. Le magazine «+972» cite des sources d'information israéliennes affirmant que «l'armée donne la permission générale aux officiers de reprendre les listes de la mort, issues de *Lavender* sans vérifier les raisons sur base de la décision de la machine à tuer ni les dates brutes des services de renseignements ayant permises de fixer les cibles humaines.»

Impacts inhumains

Les investigations sont basées sur des interviews confidentielles avec six employés du service secret israélien chargés directement à de tels emplois de l'IA en matière d'assassinat de Palestiniens. Le texte prononcé par le Professeur Köchler, dans le contexte de ces actualités, a donc pris tout son poids quand il déclarait entre autres, que «l'emploi de technologies numériques face à pratiquement la totalité des problèmes dont nous sommes confrontés fait entrave à nos facultés de prendre des décisions.» Et d'y ajouter: «Elles nous empêchent de réfléchir à nos problèmes, elles ont tendance à nous aliéner des réalités de nos vies.»

Le Professeur Köchler a donné à ses réflexions le titre «La trivialisation de l'espace public», réflexions qui étaient essentiellement ciblées sur l'impact qu'ont les technologies telles la communication digitale et l'intelligence artificielle sur le fonctionnement de nos cerveaux, sur nos comportements et sur tout ce qui nous reste en tant qu'êtres humains. Il a été décevant de constater que – pour peser nos paroles – l'occupation israélienne de la bande de Gaza, fait tenu pour lui-même déjà profondément abject, nous a clairement démontré l'impact inhumain de cette technologie dont chacun dépend. Observateurs profondément bouleversés par le déroulement de ces faits, nous voyons un bout de notre avenir.

La technologie IA, n'a rien à voir avec l'intelligence

Dans la pratique des IDF (Israel Defense Forces) dont font état les deux publications citées, nous voyons donc une rupture en matière de moralité, de l'intelligence humaine et de la responsabilité – rupture qui est due avant tout au fait que le contrôle humain de nos actes est remplacé par des algorithmes réglant des systèmes IA. Nous voilà donc devant la rupture entre la causalité et le résultat, entre l'action et sa conséquence. Il s'agit précisément du sort réservé par la technologie avancée pour le reste de l'humanité. Köchler nie le fait que l'IA soit une forme d'intelligence: «L'IA n'est que de l'intelligence illusoire, car elle ne dispose d'aucune

conscience d'elle-même.» Ce qui signifie qu'elle est dénuée de la faculté de prendre des décisions au niveau de l'éthique et donc incapable de prendre ses responsabilités.

Lavender – moyen d'éradiquer des familles entières, «par hasard»

Avec *Lavender*³, les dates en sa provenance ont été acceptées et employées comme si elles étaient basées sur de la recherche humaine, donc sans révision ni contrôle humains. Un autre système IA pareil – dénommé, on ne pourrait plus cyniquement, «Where's Daddy?»⁴ – a ensuite été employé contre des présumés membre du Hamas pour les poursuivre, jusqu'au seuil de leurs habitations. Les IDF ont donc ciblés des présumés combattants pendant que ceux-ci se trouvaient ensemble avec leurs familles employant, à cette besogne, des roquettes non-téléguidées ou des bombes «muettes», ce qui avait l'avantage qu'Israël pouvait garder ses armes à précision ainsi que leurs bombes «intelligentes» pour des cibles «plus importantes».

Dans ce contexte, le magazine «+972» cite un autre témoignage:

«Ce n'était pas dans notre intérêt de ne tuer les activistes (Hamas) que lorsqu'ils se trouvaient dans un bâtiment militaire ou dans une action de combat [...]» Tout au contraire, les IDF les bombardaient, sans la moindre hésitation, dans leurs maisons, pour eux même l'option préférée. Selon eux, il était beaucoup plus simple de bombarder une maison toute entière. Le système fonctionne de la sorte qu'il les recherche ainsi de manière automatique.

Du moment où *Lavender* avait identifié un suspect probable, les équipes dirigeantes avaient 20 secondes environs pour vérifier si la victime ciblée était en effet un homme, avant de déclencher le mécanisme mortel. En dehors de cela, il n'y avait aucun contrôle effectué d'un être humain des «dates brutes provenant des services secrets». Les informations générées par *Lavender* étaient traitées comme des commandes, selon les sources de «+972» – donc en tant que commande à tuer. Face à la stratégie de cibler les suspects du Hamas dans leurs maisons, les dirigeants des IDF avaient fixé, lors de leurs raids de bombardements, des quotas maximaux de victimes dans les entourages d'une cible. Pour les membres du Hamas d'un rang inférieur, le chiffre était à 20 à 30 civils. Quant à un dirigeant Hamas du rang d'un commandant de bataillon ou brigade, l'armée israélienne a accepté, lors de plusieurs occasions selon la même source, «la mort de plus de 100 civils non identifiés dans son entourage.»

Ce qui amène au constat que la politique israélienne, dirigée et soutenue par la technologie IA, a abouti à la mort de milliers de civils dont un grand nombre de femmes et d'enfants.

«Commercialisation du meurtre automatisé»

Il n'existe apparemment aucune trace de l'utilisation de programmes d'IA tels que *Lavender* et *Where's Daddy?* par d'autres militaires. Il relève pourtant de la pure naïveté de supposer que cette utilisation diabolique de technologies avancées ne se répande pas ailleurs. Israël est déjà le premier exportateur mondial d'outils de surveillance et de criminalistique numérique. L'agence de presse étatique turque «Anadolu» rapporte, au février⁵ déjà, qu'Israël utilisait la bande de Gaza comme terrain d'essai d'armes afin de commercialiser ces outils ayant été testés au combat. *Antony Lowenstein*, auteur cité par *Anadolu*, appelle cela la commercialisation d'un «meurtre automatisé».

Et nous y voilà donc: le quotidien israélien «Haaretz» a rapporté, le 5 avril 2024⁶ que les armes «intelligentes», qui se seraient avérées «efficaces» dans la bande de Gaza, ont été l'attraction principale d'Israël. Israël les a présentées, le mois dernier, au *Singapore Airshow*, le plus grand bazar d'armes de l'Asie de l'Est.

Hans Köchler, qui s'intéresse depuis de nombreuses années à l'impact des technologies numériques n'a apparemment pas lu le rapport du magazine +972 avant sa conférence de la semaine dernière. Ses déclarations sont d'autant plus inquiétantes dans ce contexte actuel. Il n'a pas – pas spécialement – décrit les tueurs qui utilisent *Lavender* et d'autres de telles tech-

nologies à Gaza. Nous allons pourtant tous vivre et mourir à cause de ces technologies diaboliques: c'est cela, notre destin commun face aux développements pointés du doigt par Köchler lors de sa conférence. Au cours des six derniers mois, Israël a en effet annoncé cette nouvelle étape de déshumanisation qui nous attend tous, car les systèmes d'IA sont des technologies contre lesquelles nous ne pouvons que difficilement nous défendre. «L'auto-détermination cède la place à la compétence numérique», a déclaré Köchler. «Nous ne pouvons plus faire la différence entre la réalité virtuelle et celle réelle.»

D'autres corruptions et leurs récits en Occident

Outre le rapport précité sur l'utilisation de l'intelligence artificielle, on a récemment été témoins d'autres nouvelles, autant bouleversantes, sur les corruptions israéliennes. Dans son édition du 3 avril, «The Guardian»⁷ a révélé que les IDF avaient délibérément utilisé des tireurs d'élite et des «quadcopters» – des drones aux fusils de précision télécommandés – pour tuer des enfants. La preuve en a été apportée par des médecins américains et canadiens qui, au cours de leur mission dans la bande de Gaza, ont soigné de nombreux enfants présentant des blessures identiques à celles causées par des balles sniper et facilement identifiables comme telles. Ces dernières sont plus grosses que les munitions habituellement utilisées au combat, car elles sont conçues pour tuer plutôt que pour blesser.

Le régime Biden n'aborde jamais ces développements barbares, et nos médias, à l'exception de quelques rares journaux comme l'article du «Guardian» que je viens de citer, n'en parlent presque pas. Les représentations officielles et médiatiques des événements à Gaza, leurs «narrations», sont en contradiction flagrante avec ces réalités. Comment, faut-il se demander, s'en sortent-ils avec ces mensonges quotidiens? C'est ce que l'on se demandait, la semaine passée, au vu des situations extrêmes de criminalités exercées par l'armée israélienne ces derniers temps.

Si vous tapez «Lavender» et «The New York Times» sur Google, vous obtiendrez «Lavender Oil Might Help You Sleep» et d'autres mots clés frivoles. Le «Times» n'a pas non plus mentionné un seul mot de l'enquête de «+972». En lisant les rapports détaillés sur les attaques aériennes du 1er avril contre les trois véhicules de la *World Central Kitchen* (WCK), au cours desquelles sept employés de l'organisation humanitaire ont été tués, il est évident que l'armée israélienne a systématiquement visé les camions les uns après les autres, jusqu'à ce que les trois soient détruits – et ce, après que la WCK ait soigneusement coordonné l'utilisation des véhicules avec les autorités israéliennes. Ces assassinats sont tout à fait conformes à la directive⁸ émise, le 9 octobre, par *Yoav Gallant*, l'odieux ministre israélien de la Défense. «Il n'y aura plus d'électricité, plus de nourriture, plus d'eau, plus de carburant, tout sera fermé.»

Qu'avons-nous lu dans les médias grand public à propos de cet incident?

Comme d'habitude, l'armée israélienne était autorisée à enquêter sur l'armée israélienne – une absurdité qui n'a été remise en question par aucun fonctionnaire américain ni par aucun média. Le 5 avril, les IDF ont annoncé que deux officiers avaient été limogés et trois autres avaient reçu une réprimande pour avoir «mal géré des informations critiques». Le Président Biden a déclaré qu'il était «inconsolable». Le «New York Times» a qualifié l'attaque d'«opération bâclée»⁹ déclarant que les plus hauts officiers avaient été «amenés à commettre une série d'erreurs mortelles et des mauvais jugements». Nous entendons encore et toujours le refrain selon lequel Israël «ne fait pas assez pour protéger les civils».

Il s'agissait donc d'un accident regrettable, comme nous le voyons le constater. Israël fait de son mieux. Il fait de son mieux depuis le début. En face de cela, il y a les statistiques brutes: l'armée israélienne a tué plus de 220 humanitaires depuis le début du siège en octobre dernier, si l'on en croit le décompte des

Nations unies. Comment peut-on croire qu'il s'agit de plus de 220 accidents? «Soyons clairs. Il ne s'agit pas d'une anomalie», a déclaré un collaborateur d'*Oxfam*, *Scott Paul*, après l'attaque de WCK. «Le meurtre de collaborateurs d'organisations humanitaires à Gaza est systématique.»

Vivre dans des mondes virtuels

Il y a une réalité et une méta-réalité. Comment les deux se côtoient-elles? De quelle manière cette dernière se révèle-t-elle être si efficace? Comment se fait-il que tant de gens acceptent le «récit» des plus de 220 accidents? Pourquoi tant de gens acceptent-ils la propagande et les mensonges alors qu'ils savent, de manière inconsciente du moins, qu'ils sont constamment nourris de mensonges et de propagande?

Je voudrais revenir à Hans Köchler. Dans son exposé et dans plusieurs de ses nombreux livres, il soutient que les médias électroniques – en particulier la télévision – ont conditionné les gens à se fier aux images et aux enregistrements plutôt qu'à la lecture. «Ils perdent la capacité d'analyser les textes, et donc la capacité de comprendre les problèmes», a-t-il déclaré. «Les gens vivent dans des mondes virtuels.»

Nous ne pouvons pas imaginer de meilleure description des «narrations» que le régime Biden met en avant et qui sont diffusés par les médias des entreprises: Ils nous présentent un monde virtuel – tout en sachant que la plupart d'entre nous, qui sont habitués aux images et aux représentations, confondront ce monde virtuel avec la réalité, exactement selon le processus dont Köchler nous met en garde. Comment est-il possible d'observer un génocide en temps réel sans que personne n'élève sa voix? Le savoir ne vaut plus rien. Tout est possible, et si tout est possible plus rien n'est possible pour y remédier.

Génocide par approbation des Etats-Unis

Le régime Biden fournit des armes à Israël pour qu'il puisse poursuivre son siège criminel des 2,3 millions de Palestiniens dans la bande de Gaza. Il protège diplomatiquement l'Etat d'apartheid auprès des Nations unies et juridiquement auprès de la *Cour internationale de justice*. Il déforme et dissimule le comportement d'ère de la pierre des IDF. Tout cela nous obligera à parler maintenant non plus du génocide d'Israël, mais du génocide israélo-américain.

Le complexe dirigeant autour de Biden est également coupable de ces multiples blessures d'une autre dimension que nous ne devons pas ignorer, infligées à l'humanité. Par ses tentatives incessantes de nous plonger dans une réalité virtuelle qu'il crée lui-même et qui est loin de ce qu'il prétend faire en notre nom, il nous conduit vers l'avenir déshumanisé et grotesquement technologisé. Cette réalité correspond à celle que Hans Köchler décrit avec précision. Elle se base sur ce que les Israéliens continuent de faire, assassinant des êtres humains à grande échelle avec des armes d'intelligence artificielle et tuant des enfants innocents avec des drones tireurs de haute précision – tout cela par voie télécommandée. •

¹ <https://i-p-o.org>

² <https://www.972mag.com/lavender-ai-israeli-army-gaza/>

³ <https://www.972mag.com/lavender-ai-israeli-army-gaza/>

⁴ <https://www.businessinsider.com/israel-ai-system-where-daddy-strikes-hamas-family-homes-2024>

⁵ <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israel-testing-new-weapons-in-gaza-for-global-sales-laying-blueprint-for-automated-murder-with-ai-expert/3137263>

⁶ <https://www.haaretz.com/israel-news/2024-04-05/ty-article-magazine-highlight-at-singapore-airshow-how-the-gaza-war-was-a-selling-point-for-israeli-weapon-manufacturers/0000018e-aa7f-dc75-afdefaff383b0000>

⁷ <https://www.theguardian.com/world/2024/apr/02/gaza-palestinian-children-killed-idf-israel-war#:~:text=This%20is%20not%20a%20normal,stay%20on%20our%20shared%20humanity.>

⁸ <https://www.aljazeera.com/opinions/2024/4/7/dont-feed-the-palestinians>

⁹ <https://www.nytimes.com/2024/04/04/world/middleeast/israel-wck-gaza-iran-embassy.html>

Première publication dans *ScheerPost* du 9/04/24

(Traduction *Horizons et débats*)

* Patrick Lawrence, correspondant à l'étranger pendant de nombreuses années, notamment pour l'*International Herald Tribune*, est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Son dernier livre «Journalists and Their Shadows» est paru en 2023 chez *Clarity Press*. Son site web est patricklawrence.us. Cara Marianne est auteure et coéditrice de *The Floutist*, un bulletin d'information en ligne qu'elle publie avec son mari Patrick Lawrence. Cara publie sa propre newsletter, *Winter Wheat*. Elle est artiste et titulaire d'un doctorat en études américaines.

Réflexions sur les Jeux olympiques de Paris de 2024

par Dr. rer. publ. Werner Wüthrich

Selon le calendrier officiel, les Jeux olympiques ont eu lieu pour la première fois en 776 avant Jésus-Christ à Olympie, dans le nord-ouest du Péloponnèse, il y a 3 000 ans. La simple fête rurale d'Olympie, célébrée par les habitants en l'honneur de Zeus, est devenue une compétition de chant, de danse, de poésie et de nombreuses disciplines sportives. La période entre deux fêtes (quatre ans) s'appelaient les Olympiades. Ces jeux réunissaient les meilleurs artistes et sportifs de toute la péninsule grecque et des îles. Les Jeux olympiques ont une longue histoire, même après la chute de la Grèce antique. L'idée de base a été conservée. Depuis l'Antiquité, la flamme olympique est restée un symbole de paix et d'amitié entre les peuples.

La flamme olympique est allumée par les rayons du soleil dans un miroir parabolique et brûle pendant les Jeux dans un lieu sacré d'Olympie appelé Prytanée. Aujourd'hui, la flamme est portée à Paris lors d'une course à relais de la flamme depuis son lieu d'origine. C'est un événement hautement symbolique. Les porteurs de la flamme proclament l'*Ekecheiria*, la trêve sacrée, et le message de paix sur leur chemin.

Le 16 avril 2024, la flamme olympique sera allumée à Olympie, comme il y a 3 000 ans. Les porteurs de la flamme l'apporteront en onze étapes au Pirée, la ville portuaire d'Athènes. C'est là que le trois-mâts historique, le *Bélem*, prend en charge la flamme et l'amène à Marseille. Ce bateau a déjà été utilisé en 1896, lorsque Paris a accueilli pour la première fois les Jeux olympiques de l'ère moderne. Après une dizaine de jours en mer, le *Bélem* arrivera à Marseille. Son arrivée ouvrira les festivités et les Jeux en France. Mais



En robe traditionnelle, une athlète allume la torche de la flamme olympique à Olympie. (photo capture d'écran olympics.com)

le relais de la flamme se poursuivra à travers toute la France et le pays se montrera sous son meilleur jour pendant de nombreux jours. Le 16 juillet, le président *Macron* ouvrira officiellement les Jeux de Paris. Ils dureront jusqu'au 11 août et s'annoncent en grande fête nationale.

La face cachée

Cette fois-ci, le leitmotiv officiel du Comité olympique sera les «Jeux ouverts». Les organisateurs proposeront un marathon et d'autres disciplines pour la population normale. Des pays comme la Russie et le Belarus s'en

trouvent cependant exclus. Cela va à l'encontre de l'esprit des Jeux olympiques, qui vise à promouvoir l'amitié entre les peuples. Dans la Grèce antique, les guerres n'étaient pas non plus si rares – entre Sparte et Athènes, mais aussi entre les autres cités-Etats grecques. Les Jeux olympiques ont toujours été un pont et une occasion de surmonter les différences hostiles et de renforcer la cohésion. Ainsi, les Grecs, souvent divisés, étaient unis dans les moments décisifs et remportèrent une grande victoire sur les Perses, à Marathon, en 490 avant Jésus-Christ. Le messenger coureur de l'équipe a transmis la nouvelle de la victoire

à Athènes en si peu de temps qu'il s'est effondré mort à l'arrivée, après avoir parcouru 41 kilomètres. Aujourd'hui, «le marathon» fait partie du programme, comme ce sera le cas à Paris aussi.

Il n'y a pas de meilleure exemple pour illustrer l'«esprit d'ouverture» qui caractérisait les Grecs de l'Antiquité: malgré les conflits armés, ils se réunissaient tous les quatre ans, entretenaient des contacts, célébraient des fêtes, pratiquaient le chant, la danse et la poésie et se mesuraient sportivement dans de nombreuses disciplines. – C'est aussi pour cette raison que la Grèce antique occupe une place si unique dans l'histoire de l'humanité que certains aspects de sa vie servent aujourd'hui de modèle. Les athlètes de Russie et de Biélorussie ne peuvent participer aux compétitions qu'en tant que «personnes individuelles et neutres» et sont en plus exclus de la cérémonie d'ouverture. Cela aussi est contraire à l'esprit olympique. Et que dire de la population de la bande de Gaza, qui reste dans ses ruines sans savoir si et comment elle survivra aux prochains jours?

Le président Emmanuel Macron ne s'est pas montré très pacifique ces derniers jours et semaines. Il veut envoyer des troupes en Ukraine et livrer davantage d'armes. Il se distingue par une rhétorique très belliqueuse, alors que les Français préparent la «grande» fête dans toute la France. En dépit de cela, les porteurs de la torche olympique annoncent pourtant, sur leur course à travers la France, la «trêve sacrée» et le message de paix – comme depuis trois mille ans déjà. Pour participer honnêtement à cet événement, ne faudrait-il pas avant tout prendre au sérieux sa signification!

«Contre l'oubli! ...»

suite de la page 1

leur pays d'origine pour y organiser leurs propres manifestations.

Jusqu'à présent, les réactions ont été très positives. Nos amis ont fait part de leur satisfaction quant au cadre de la conférence intitulée «De l'agression vers un nouvel ordre mondial équitable», en maintenant un climat démocratique, en tirant des enseignements de

l'expérience des autres participants et en prenant connaissance du contenu constructif et conforme aux principes de la «Déclaration de Belgrade». Pour la plupart des participants, le Forum de Belgrade ressemblait à un congrès mondial composé d'universitaires indépendants dont la mission était d'identifier les racines des conflits en cours, le danger imminent d'une catastrophe mondiale ainsi que de trouver une issue à la situation actuelle en Europe et dans le monde. La majorité d'entre eux ont été heu-

reux d'avoir eu l'occasion de renforcer de vieilles amitiés et d'en nouer de nouvelles. Nous ne cessons de recevoir des commentaires, des lettres de remerciement, des articles et des interviews, de la Chine au Portugal et de la Terre de Feu à Saint-Petersbourg. Je pense que le principal feedback que nous continuons à recevoir concerne la volonté et le désir de tous de s'engager dans la construction de la paix, de l'égalité et de la prospérité pour tous, afin d'éviter une catastrophe pour l'humanité.

Quels sont vos projets pour l'avenir?

Nous prévoyons de publier plusieurs livres, y compris un recueil des discours prononcés lors de la récente Conférence internationale. Nous poursuivons les projets de bibliographie et de collecte des livres et des publications relatifs à l'agression de l'OTAN dans le plus grand nombre de langues possible. Des conférences, des tables rondes, des séminaires pour les jeunes chercheurs, des échanges internationaux seront également à l'ordre du jour. D'une manière générale, nous nous tenons au courant de l'évolution de la situation, nous procédons à des évaluations et nous nous efforçons de trouver le moyen de faire connaître nos points de vue.

Nous accordons une attention particulière au renforcement de la coopération avec les associations partenaires de tous les continents. Et nous sommes très satisfaits de la coopération fructueuse, qui dure depuis des décennies, que nous entretenons et continuerons à entretenir dans l'intérêt mutuel avec *Mut zur Ethik*.

(Traduction Horizons et débats)

«La majorité des peuples du monde entier opte pour la multipolarité et un ordre mondial inclusif»

Congrès international «De l'agression à un nouvel ordre mondial plus équitable» en mémoire du 25^e anniversaire de l'agression armée de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, conférence d'ouverture (extraits)

par Živadin Jovanović

Je vous remercie tous d'avoir répondu à l'invitation à participer au Congrès international intitulé «De l'agression à un nouvel ordre mondial plus juste» et aux autres événements du programme constituant notre commémoration du 25^e anniversaire du début de l'agression armée de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie.

Nous sommes très honorés et reconnaissons envers tous nos amis qui, par leur présence, expriment leur solidarité avec la Serbie et le peuple serbe, comme ils l'ont fait au cours des dernières décennies. Cela nous reconforte et renforce notre conviction que nous sommes sur la bonne voie, tant dans la défense de nos intérêts légitimes que dans la lutte pour la paix, l'égalité et un ordre européen et mondial plus juste et équitable.

Aujourd'hui, nous sommes réunis ici dans une sorte d'Assemblée populaire mondiale, avec nos amis accourus de toutes les parties du monde. Appartenant à des nations, des religions, des orientations politiques et des civilisations différentes, nous nous inclinons tous unis dans notre besoin d'honorer les victimes humaines anéanties par une puissance belliqueuse. Dans le même consentement partagé de nous tous, nous nous redressons pour accuser l'agression et l'expansionnisme de l'OTAN. Nous le faisons pourtant dans une perspective orientée vers l'avenir, unis dans nos efforts pour contribuer à la paix, à la liberté et au progrès de tous les pays

et de tous les peuples. Nous nous sommes réunis ici parce que nous voulons contribuer à préserver la vérité, renforcer la valeur du droit et de la justice et rechercher un avenir plus humain et plus sécurisé pour tous.

Aujourd'hui, nous rendons hommage aux défenseurs d'un pays indépendant et épris de liberté, qui a été attaqué alors qu'il ne représentait pas une menace pour aucun autre pays, et encore moins pour les membres de l'OTAN. L'agression armée a pris fin il y a deux décennies et demie, mais ses initiateurs la poursuivent encore aujourd'hui misant sur d'autres moyens. C'est pourquoi nous continuons à condamner toute forme d'agression et affirmons que nous nous y opposerons fermement, quels que soient les «outils» savamment préparés.

Le peuple serbe n'oubliera pas et ne pourra pas oublier les victimes humaines et les souffrances dont l'agresseur est responsable. Les crimes commis contre le peuple serbe ne doivent jamais et nulle part se répéter. La paix, l'égalité en matière de sécurité, l'égalité dans notre coopération et efforts pour le progrès nous animent en tant que droits universels, ce qui fait que nous ne permettrons à personne de les piétiner ou de nous en priver. Nos efforts visent à construire un nouvel ordre mondial centré sur les êtres humains eux-mêmes, leur autonomie, leur égalité, leur sécurité et leur progrès. Nous nous engageons en faveur d'un ordre basé sur

la liberté, la compréhension et l'ouverture, sans permettre que les intérêts, les valeurs et les vues des uns s'imposent aux autres. Nous demandons que les spécificités historiques, culturelles et spirituelles soient respectées, que les différences entre les habitants de notre terre unique soient considérées comme des richesses et non comme des pierres d'achoppement aboutissant à de nouvelles scissions, confrontations et guerres. Nous luttons pour un nouvel ordre réel, basé sur les principes universels d'égalité, de coexistence et de non-ingérence dans les affaires intérieures.

La majorité globale de l'humanité n'accepte pas un ordre basé sur la violence, les privilèges et les «règles» dans l'intérêt de la minorité. Le temps est révolu où il était possible pour une minorité de masquer son hégémonie et son néocolonialisme sous les atours de la démocratie et des droits de l'homme et de les imposer à la majorité mondiale par l'agression et les révolutions de couleur. Le piège de la division entre «démocraties» et «autocraties» existe toujours. Mais la majorité mondiale opte pour la multipolarité et un ordre mondial inclusif, dans lequel les intérêts de l'humanité et non ceux du «milliard d'or» sont au centre des préoccupations.

Source: <https://www.beoforum.rs>

(Traduction de l'anglais Horizons et débats)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli Druck AG, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

Après les 75 années d'existence de l'OTAN, il est grand temps de défaire ses mythes!

par Karl-Jürgen Müller

Autour du 4 avril 2024, date où l'OTAN a célébré ses 75 ans, on a lu nombre d'analyses et commentaires glorifiant cette alliance militaire dirigée par les Etats-Unis. Ce faisant, ils ont varié les récits que l'OTAN représenterait une histoire à succès et qu'elle serait aujourd'hui encore indispensable à la défense du monde libre.

Mais, de l'autre côté, les critiques n'ont pas non plus mâché leurs mots. Le 8 avril, un nouveau livre a paru, présentant l'alliance sous un autre angle de vue intitulé «Die Nato. Eine Abrechnung mit dem Wertebündnis» (L'OTAN. Reglement de compte avec l'alliance de valeurs). Son auteure allemande est *Sevim Dagdelen*, ancien membre du groupe parlementaire de La Gauche au Bundestag allemand, aujourd'hui au sein de l'«Alliance Sarah Wagenknecht» (BSW).

Il faut cependant ajouter ceci: Dans le courant dominant les pays de l'OTAN, seuls les apologistes tiennent le haut du pavé, les critiques se retrouvent – comme ce fut toujours le cas – marginalisés, dépendants de médias alternatifs, marginalisés et menacés par des mesures coercitives de l'Etat. Plus important encore: il n'y a pratiquement pas de dialogue entre les apologistes et les critiques. Les pays de l'OTAN sont engagés dans une guerre de propagande, menée à peu près autant durement et impitoyablement que la guerre elle-même. Les mythes guidés par les intérêts particuliers prennent le dessus tandis que l'historiographie et l'analyse politique s'efforçant de se rapprocher de la vérité ne sont guère de mise actuellement.

C'est tout de même insupportable!

Au début, je ne voulais rien écrire sur les 75 ans de l'OTAN. Cela n'a changé que lorsque j'ai lu un article de la plume de *Dagmar Henn*, daté du 1^{er} avril et paru sur la plateforme «rt deutsch». Quelques jours plus tard, j'ai lu ce que *Jens Stoltenberg*, secrétaire général de l'OTAN, vient de dire concernant l'Ukraine, le 4 avril 2024, lors de la réunion mémorative des ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN à Bruxelles. Là, j'ai en effet vécu mon «trop, c'est trop!»

Qu'a donc écrit *Dagmar Henn* sur la plateforme supprimée en Allemagne? Elle a évoqué le fait que les gouvernements ukrainien et russe s'étaient largement mis d'accord, fin mars 2022, sur un accord contractuel pour mettre fin à la guerre, mais que les gouvernements occidentaux ont mis leur veto faisant pression sur le gouvernement ukrainien pour

qu'il poursuive la guerre, cette guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie. Pour arriver à ce but, il n'avait non seulement fallu inventer et falsifier les «crimes de guerre russes à *Boutcha*», mais que des centaines de milliers d'Ukrainiens et de Russes en plus aient perdu leurs vies depuis fin mars 2022.

Cela n'a pas empêché *Jens Stoltenberg* de déclarer, à l'occasion citée que l'OTAN devait à l'avenir prendre davantage encore les brides du leadership dans la guerre en Ukraine. Selon lui, il serait honteux d'abandonner son parcours aux différents Etats membres. *Stoltenberg* s'est déclaré être prêt à fournir massivement des équipements de l'OTAN à l'Ukraine dans les années à venir rendant ainsi possible de poursuivre la guerre avec une participation active de l'OTAN (mais jusqu'à présent officiellement sans soldats de l'OTAN) dans tous les cas et jusqu'à la victoire finale inévitable. Une plus grande persuasion en faveur de participer à la guerre de l'OTAN, selon la rhétorique employée par *Stoltenberg*, mettrait les Russes beaucoup plus rapidement à genoux. Les représentants de la presse avaient appris que les dépenses supplémentaires s'élèveraient, dans les années à venir, à 100 milliards de dollars. *Stoltenberg* n'a pas voulu donner de chiffres concrets pour maîtriser ces coûts renvoyant les questions ouvertes à la réunion de juillet des chefs d'Etat et de gouvernement.

Quant à *Dagmar Henn*, elle a donc clairement chiffré le nombre terrifiant de victimes découlant du refus des pays de l'OTAN de mettre rapidement fin à cette guerre, quand l'occasion s'était prêtée en mars 2022 déjà. Et *Jens Stoltenberg* d'expliquer pourquoi il était incontournable de poursuivre l'escalade de la guerre, avec de plus en plus de victimes chaque jour. Toujours donc une guerre «jusqu'au dernier Ukrainien»? Le grand mythe de *Stoltenberg* semble donc toujours l'animer: c'est l'escalade de la violence seule, l'escalade permanente, qui pourra, selon cette mégalomanie, mettre fin le plus rapidement à cette guerre.

Les mythes de l'OTAN

Stoltenberg n'est pas le seul à préférer les mythes aux réalités. Or, l'«historiographie» officielle de l'OTAN en abonde.

En voici quelques exemples: – La création de l'OTAN en 1949 aurait été une réaction défensive face à une Union soviétique communiste en quête de domi-

«La Russie ne poursuit que des intentions essentiellement défensives»

«Au début de l'été 1988, le groupe de travail Défense du groupe parlementaire CDU/CSU du Bundestag s'est envolé pour une visite de travail à Washington. [...] Le voyage nous a mené directement au quartier général du CIA à Langley. Là, nous avons écouté, avec étonnement, les explications qui portaient sur une toute nouvelle politique américaine vis-à-vis de l'Union soviétique affirmant, à nous autres allemands, que nous devions nous détacher [...] de ce que nous avions entendu depuis des décennies sur les potentiels et les stratégies militaires dans le conflit entre l'Est et l'Ouest en Europe, que les résultats d'une enquête à ce sujet étaient pertinents: l'Union soviétique ne poursuit que des intentions essentiellement défensives.»

Willy Wimmer, 1988–1992 Secrétaire d'Etat du Ministère allemand de la Défense. Citation tirée de son livre intitulée «Die Akte Moskau» (Le dossier Moscou), sortie en 2016, page 11.

nation mondiale. L'OTAN aurait ainsi empêché l'Union soviétique de s'emparer du reste de l'Europe après la soviétisation des Etats d'Europe centrale et orientale, occupés par l'Armée rouge après la guerre. Cela aurait été elle à avoir réinstallé et protégé aussi la paix en Europe. L'OTAN aurait toujours respecté le droit international et la charte de l'ONU. Elle se serait toujours engagée à protéger le droit et l'Etat de droit. – Ensuite, toujours selon ces «narratifs», après la fin de la guerre froide, les pays de l'OTAN auraient fait preuve de la meilleure volonté pour créer un «nouvel ordre mondial» pacifique et juste, englobant désormais tous les Etats du monde. Seule la mauvaise volonté d'autres pays (les terroristes, l'«axe du mal» dont feraient partie des pays comme la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran, la Russie et la Chine) s'y serait opposée. Ce n'était que pour cette raison que les missions de l'OTAN ont été élargies peu après 1991 en direction d'interventions mondiales, que la notion de «défense» a été redéfinie («La sécurité de la République fédérale d'Allemagne est également défendue dans l'Hindou Kouch») et que l'on a participé aux guerres des Etats-Unis.

– Ainsi, par exemple, la guerre d'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999 aurait été rien qu'une «intervention humanitaire», ayant empêché un nouveau génocide et poursuivant le seul but de pacifier l'ex-Yougoslavie qui se décomposerait en plusieurs Etats-satellites.

– Finalement, l'élargissement de l'OTAN à l'Est aurait surtout répondu au souhait des Etats et des peuples d'Europe centrale et orientale, ayant fait autrefois partie du Pacte de Varsovie, de trouver protection contre une Russie agressive, faisant ainsi enfin partie de l'Ouest. – Dans la guerre en Ukraine, l'OTAN ne défendrait que la liberté de l'Europe tout entière. C'est pourquoi l'OTAN devrait tout entreprendre pour empêcher une victoire de la Russie. En effet, voilà la conclusion belliciste de l'OTAN, si l'Ukraine devait perdre la guerre, la Russie attaquerait aussitôt les autres Etats européens afin de mettre en œuvre ses plans impériaux. – Dans la lutte mondiale des démocraties contre les autocraties du monde, l'OTAN se situerait fermement du côté de la liberté, du droit et de la démocratie.

«Sapere aude!»

Tous ces mythes perdent aussitôt de leur gloire mensongère par une observation sobre tenant compte des faits et contextes. Ils ont déjà été réfutés en profondeur, y compris dans ce magazine promouvant «la pensée indépendante». Ces réfutations et clarifications factuelles ne trouvant pourtant pratiquement aucun écho dans les médias télévisés des pays de l'OTAN – tout au contraire, ces mythes sont entretenus, cultivés et ruminés quotidiennement sous les formes les plus diverses – le plus souvent accompagnés d'histoires effrayantes et invérifiables sur les «autres» qui sont et restent «les méchants».

«Sapere aude! Aie le courage de te servir de ta propre raison!», voilà la parole du grand philosophe allemand de l'Aire des Lumières, *Emmanuel Kant*, il y a plus de 200 ans. Cet appel à la raison humaine n'a en rien perdu d'actualité. Face à la réalité qui nous montre, chaque jour, que la base d'une cohabitation humaine constructive, à savoir l'honnêteté dans les relations sociales, la bonne foi dans la vie publique et dans les contacts internationaux, risque de se perdre complètement, la résistance de la raison face à la folie collective s'impose. Une opposition résolue est nécessaire aujourd'hui, alors que les citoyens des pays de l'OTAN sont quittes à être entraînés à nouveau dans une grande guerre au potentiel d'escalade capable de menacer l'humanité tout entière. Il est devenu vital de démasquer les mythes dangereux de l'OTAN et de procéder à une analyse plus profonde de tout conflit.

75 ans de l'OTAN: d'une guerre à l'autre

par Manlio Dinucci, Italie

Alors que l'OTAN s'est réunie à Bruxelles pour célébrer son 75^e anniversaire et décider d'une aide militaire supplémentaire pour l'Ukraine, Kiev a eu du mal à encore soutenir l'effort de guerre de l'OTAN contre la Russie. C'est pourquoi elle recourt à des attaques terroristes à l'intérieur de la Russie.

Le Service fédéral de sécurité (FSB) russe vient d'arrêter un groupe de terroristes en train de transporter des matières hautement explosives à une destination finale située à Moscou. A bord de leur camion – intercepté au poste de contrôle d'Ubylinka, sur la frontière russo-lituanienne dans la région de Pskov (Russie occidentale) – ils ont notamment découvert un chargement de 27 icônes orthodoxes de fabrication ukrainienne contenant des explosifs. Or, ces explosifs, ainsi que d'autres, se trouvaient donc à bord d'un véhicule, en route vers la Russie depuis l'Ukraine et ayant ainsi traversé six pays aujourd'hui membres de l'OTAN: la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie, la Pologne, la Lituanie et la Lettonie. Le plan était évident: une fois en Russie, les icônes orthodoxes devaient être achetées par des églises, des paroisses et des familles croyantes. Après un certain temps, les icônes devaient être explosées à l'aide de télécommandes afin de faire le plus de victimes possibles, dans cette intention sadique préférablement pendant une fête religieuse où les croyants se réunissent dans les églises et les familles.

Parallèlement, l'enquête se poursuit sur l'attaque terroriste du 3 avril à Moscou, ayant fait 144 morts jusqu'à présent, un chiffre qui pourrait encore augmenter puisque plus de

500 personnes ont été blessées. La décision d'attaquer des visiteurs de concerts fait partie d'un plan terroriste visant à plonger la population civile russe dans le chaos et à susciter la méfiance envers le gouvernement. Selon ce plan, le massacre des spectateurs du concert devait être suivi par la mise à mort des orthodoxes fidèles portant des icônes explosives.

Il ne serait pas surprenant que des militants d'ISIS se prêtent à de telles actions terroristes. Les médias occidentaux obéissant au mainstream politique tentent de dissimuler le fait que Kiev collabore depuis des années avec ce mouvement terroriste, financé et armé par les Etats-Unis et l'OTAN dans le but de détruire la Syrie de l'intérieur. Deux articles en ont pourtant fait notion depuis longtemps. Le 10 juillet 2015, le quotidien italien «Il Giornale», se référant à une enquête du «New York Times», a monté le titre «Les troupes d'ISIS côte à côte de l'Ukraine contre les séparatistes russes». Et le 21 novembre 2019, le journal britannique «The Independent» en a donné écho titrant: «Comment l'Ukraine est devenue le foyer improbable des chefs d'ISIS ayant fui le califat».

Tirer profit du terrorisme international fait partie de la stratégie de l'OTAN, dans laquelle des combattants d'ISIS se trouvent intégrés. En 75 ans, l'OTAN est passée de la guerre froide aux guerres de l'après-guerre froide et, avec le coup d'Etat en Ukraine en 2014, à la guerre ouverte contre la Russie.

Source: <https://www.perunmondosenzaguerra.eu/2024/04/06/75-anni-della-nato-di-guerra-in-guerra-20240405-pangea-grandangolo/>

(Traduction *Horizons et débats* et *débats*)

Lettre ouverte au gouvernement fédéral et au Bundestag

hd. La lettre ouverte suivante, datée du 9 avril 2024, a été signée par des députés de presque tous les partis du conseil d'arrondissement d'Uckermark (Land de Brandebourg). Les députés de Bündnis 90/Die Grünen ont fait exception. En Allemagne, un Landkreis est l'unité politique régionale située au-dessus des villes et des communes.

Monsieur le Chancelier fédéral *Olaf Scholz*, Madame la Présidente du Bundestag *Bärbel Bas*, Nous nous adressons à vous avec profonde inquiétude face à une nouvelle escalade de la guerre et dans l'attente d'une prise de responsabilité pour une solution pacifique au lieu de nouvelles livraisons d'armes.

Nous condamnons fermement l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui est contraire au droit international, et la guerre qui en résulte.

Nous sommes solidaires du peuple ukrainien qui subit depuis maintenant deux ans les conséquences catastrophiques de cette guerre.

Le droit international s'applique sans restriction à tous les Etats et à toutes les personnes. Les livraisons d'armes ne résolvent pas les conflits et ne sont pas moralement défendables, notamment au regard de l'histoire allemande. C'est pourquoi nous nous opposons aux tentatives de résoudre les conflits par des moyens militaires. Nous demandons un retour au renoncement de l'Allemagne à livrer des armes dans des régions en guerre ou en crise.

L'Allemagne ne devrait écarter aucune possibilité menant à une solution pacifique, surtout les solutions diplomatiques visant à mettre fin à la guerre et à promouvoir la coexistence pacifique des peuples.

C'est avec une grande inquiétude que nous observons le développement de l'industrie de l'armement et une rhétorique guerrière de plus en plus forte et sans scrupule, et ce dans le cadre du débat public. Au lieu d'un soutien militaire, l'Allemagne devrait tout mettre en œuvre pour apporter à l'Ukraine toute l'aide humanitaire nécessaire.

La guerre ne fait que des perdants. En lieu et place de la suprématie militaire, nous avons besoin du langage de la diplomatie et de la paix.

En référence au préambule de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, nous, les signataires de cette lettre, sommes conscients de notre responsabilité et voyons l'Uckermark fermement ancrée dans une Europe unie, animée par la volonté de servir la paix.

Cordialement,

Christian Bork, Heike Heise-Heiland, Anne-Frieda Reinke, Andreas Büttner, Jens Koepen, Achim Rensch, Knut Büttner-Janner, Mirko Koschel, Siegfried Schön, Frank Düpre, Walter Kotzian, Tobias Schwen, Harald Engler, Axel Krumrey, Walter Seehagen, Burkhard Fleischmann, Dietmar Meier, Dr. Wolfgang Seyfried, Dr. Alexander Genschow, Josef Menke, Günter Tattenberg, Hannes Gnauck, Andreas Meyer, David Weide, Monty Gutzmann, Thomas Neumann, Evelin Wenzel, Torsen Hagenow, Gerd Regler, Christine Wernicke, Wolfgang Banditt (président du Kreistag), Karina Dörk (Landrätin).

Source: Landkreis Uckermark; https://www.uckermark.de/index.php?object=tx_3615.5.1&ModID=7&FID=3615.9696.1 du 9/04/24

Attaque contre la neutralité

Depuis quand les gouvernements autrichiens négligent-ils la neutralité de notre pays?

par Daniel Jenny

Le 14 juillet 1984, le ministre autrichien des Affaires étrangères *Alois Mock* (ÖVP) adresse une lettre à son homologue français et président en exercice du Conseil des Communautés européennes, *Roland Dumas*, par laquelle l'Autriche présente officiellement une demande d'adhésion aux Communautés européennes. Il écrit: «En présentant cette demande, l'Autriche part du principe que son statut de neutralité perpétuelle, reconnu au niveau international et fondé sur la loi constitutionnelle fédérale du 26 octobre 1955, sera préservé et qu'en tant que membre des Communautés européennes, elle sera également en mesure, sur la base du traité d'adhésion, de remplir les obligations juridiques qui lui incombent en vertu de son statut d'Etat perpétuellement neutre, et de poursuivre sa politique de neutralité en tant que contribution spécifique au maintien de la paix et de la sécurité en Europe».

Le gouvernement de l'époque, composé du chancelier *Fred Sinowatz* (SPÖ) et du vice-chancelier *Norbert Steger* (FPÖ), respecte le souhait des Autrichiens de rester neutres, même en cas d'adhésion aux Communautés européennes de l'époque, et accompagne sa demande d'adhésion d'une réserve de neutralité.

En 1988 et 1989, les partis et institutions suivants approuvent l'adhésion aux Communautés européennes: le FPÖ¹; la *Fédération des syndicats autrichiens* pose des exigences pour l'adhésion, mais ne s'y oppose pas²; l'ÖVP³; l'*Association des industriels autrichiens*⁴.

Les Verts⁵ ainsi que le KPÖ⁶ se prononcent contre une adhésion aux Communautés européennes.

Le 31 juillet 1992, la Commission européenne répond à la demande d'adhésion de l'Autriche, déposée en 1989 sans réserve formelle de neutralité, par un avis⁷. L'UE aborde la compatibilité avec la neutralité permanente de l'Autriche de la manière suivante:

«Solutions possibles aux problèmes résultant de la neutralité de l'Autriche: les solutions aux problèmes juridiques identifiés ci-dessus doivent être élaborées dans le cadre des négociations d'adhésion, 1) soit par une redéfinition du statut de neutralité par l'Autriche (qui devrait être notifiée aux partenaires); 2) soit par une dérogation au traité inscrite dans l'acte d'adhésion».

L'avis est révélateur. La Commission européenne indique à l'Autriche deux possibilités. Dans le premier cas, l'Autriche devrait redéfinir son statut de neutralité de manière à ce qu'il soit compatible avec la *politique étrangère et de sécurité commune* de l'UE en formation, et devrait en informer tous les autres Etats. Dans le second cas, l'Autriche devrait demander un statut d'exception dans les actes d'adhésion.

Aucune exception pour l'Autriche

Le 1^{er} février 1993 sont lancées les négociations d'adhésion formelles⁸, qui durent jusqu'à leur conclusion le 12 avril 1994⁹. Les négociations ont lieu sous le gouvernement du chancelier *Franz Vranitzky* (SPÖ) et du vice-chancelier *Erhard Busek* (ÖVP)¹⁰. Manifestement, la décision est prise à l'époque de ne pas poursuivre la deuxième option et de ne pas demander de dérogation. L'Autriche ne demande pas de dérogation au traité, contrairement à d'autres pays comme le Danemark et la Grande-Bretagne. Ces deux pays ont justement montré qu'il était possible d'obtenir des dérogations aux traités (par exemple le «rabais britannique» pour la Grande-Bretagne et la «clause d'exemption» en matière de défense de l'UE pour le Danemark, toutefois abandonnée lors d'un référendum en 2022).

L'Autriche n'y parvient pas, et n'a très probablement pas essayé (rappelons que les négociations étaient confidentielles), parce que cela aurait été de facto une réserve de neutralité convenue. Mais à l'époque, Alois Mock (ÖVP) avait résolument exclu toute réserve de neutralité. La «clause irlandaise» et l'«abstention constructive» étaient certes des possibilités accordées aux Etats neutres au sein de l'UE pour un comportement neutre autonome. Elles ne constituaient toutefois pas une «exception convenue dans les actes

Loi constitutionnelle fédérale sur la neutralité de l'Autriche

La Loi constitutionnelle fédérale sur la neutralité de l'Autriche a été publiée au Journal officiel de la République d'Autriche (Bundesgesetzblatt), dans son édition du 4 novembre 1955, en ces termes: «Le Conseil national autrichien a décidé, le 26 octobre 1955, ce qui suit en l'inscrivant dans une loi constitutionnelle fédérale: L'Autriche déclare de son plein gré sa neutralité perpétuelle dans le but de préserver son indépendance vis-à-vis de l'extérieur et dans le but de protéger l'intégrité de son territoire. L'Autriche maintiendra et défendra ces deux buts avec tous les moyens dont elle dispose. Cela implique que l'Autriche n'adhérera pour toujours à aucune alliance militaire et ne permettra à aucun Etat étranger d'établir des bases militaires sur son territoire.»

(Traduction de l'allemand *Horizons et débats*)

d'adhésion»¹¹. Une conclusion monstrueuse, mais évidente, s'impose donc: les négociateurs autrichiens ont choisi la première option, qui équivalait en fait à l'abandon de la neutralité au sein de l'UE! Depuis, nos gouvernements parlent publiquement du fait que nous sommes (toujours) neutres, mais ne font référence qu'à notre position en dehors de l'UE. Cette attitude confuse est incompatible avec le droit international de la neutralité. C'est la raison pour laquelle nos gouvernements ont jusqu'à aujourd'hui tout fait en accord avec l'UE. Un tel comportement viole toutefois nos obligations de neutralité en vertu du droit international. Jusqu'à aujourd'hui, les gouvernements autrichiens ne défendent ni sérieusement ni honnêtement les devoirs de neutralité qui nous sont imposés par le droit international.

Une neutralité obligatoire

Aujourd'hui encore, 80% des Autrichiens souhaitent conserver la neutralité.¹² Pour eux, la neutralité est un instrument de paix utile pour le monde entier, qui fait partie de leur identité.

Comme l'a expliqué le professeur *Michael Geistlinger* lors d'une conférence publique à Ansfelden le 28 mars 2023, les dispositions du traité de l'Union européenne ne sont rien d'autre qu'un traité fondateur d'une organisation internationale régionale¹³: «L'Union européenne est volontiers considérée comme une superstar, mais du point de vue purement juridique, en se référant strictement au droit international, elle n'est rien d'autre qu'une organisation internationale régionale. En tant qu'organisation internationale régionale, l'Union européenne est liée au droit international. Dans le traité de l'UE, elle adhère expressément aux principes de la Charte des Nations Unies». (D'ailleurs, il serait plus correct que l'UE s'en tienne au texte de la Charte des Nations Unies plutôt qu'à ses seuls principes). Même si c'est le président autrichien qui le proclame: il n'est pas correct de dire que les obligations de solidarité découlant de l'UE sont supérieures à nos obligations de droit international. C'est l'inverse: le droit international est supérieur au statut juridique des organisations internationales. Notre obligation de neutralité perpétuelle est un devoir qui découle du droit international universel. Si nous prenons vis-à-vis de l'Union européenne des engagements qui ne sont pas conformes à nos obligations universelles, nous sommes certes coupables vis-à-vis de l'UE, mais le droit international universel nous impose de devoir également aller à l'encontre des intérêts de l'Union européenne le cas échéant». Vis-à-vis de la communauté internationale, les obligations et les droits d'un Etat neutre restent valables. Malheureusement, nos gouvernements violent la neutralité de sa substance, car ils ne prennent pas assez au sérieux les obligations que nous impose notre statut de pays neutre.

Obéissance précipitée

Au lieu d'obtenir des dérogations pendant les négociations d'adhésion avec la CE/UE, le gouvernement de l'époque a choisi une autre voie: il s'est mis au service de l'UE. Cela s'explique surtout parce que la deuxième guerre du Golfe se profilait à l'horizon des négociations d'adhésion.

La guerre a commencé par la conquête du Koweït par l'Irak lors de l'invasion du 2 août 1990. Une mise en scène avait fait grand bruit: celle du faux témoignage d'une fille de diplomate koweïtine, consigné le 10 octobre 1990 devant le Congrès américain. La fille d'ambassadeur, qui se faisait passer pour une infirmière, y racontait le prétendu meurtre de nouveau-nés par des soldats irakiens. Cette abomination, qui s'est avérée être un faux, a eu un impact considérable sur l'opinion publique américaine et a conduit à un large soutien à l'effort de guerre aux Etats-Unis. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution autorisant, à titre exceptionnel, le recours à la force militaire: La résolution 678¹⁴ du 29 novembre 1990 «autorise les Etats Membres qui coopèrent avec le Gouvernement koweïtine, si au 15 janvier 1991 l'Iraq n'a pas pleinement appliqué les résolutions susmentionnées, à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990)¹⁵ [il s'agit du retrait du Koweït] [...] et pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région». A partir du 16 janvier 1991, la coalition, menée par les Etats-Unis et légitimée par la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU, a entrepris la «libération du Koweït» par ses actions militaires.¹⁶ La résolution de l'ONU tenait toutefois compte des Etats neutres en demandant à tous les Etats «d'apporter l'appui voulu» [...] aux mesures envisagées». Par «voulu», on entend que les Etats neutres sont exclus des mesures de guerre actives en raison de leur statut accepté par le droit international.

Malheureusement, le gouvernement de l'époque, composé du chancelier *Franz Vranitzky* (SPÖ) et du vice-chancelier *Josef Riegler* (ÖVP), voyait les choses différemment et défendait une position floue selon laquelle nous ne pouvions certes pas participer à des actes de guerre directs, mais que nous devions autoriser au-dessus de notre territoire fédéral des vols justifiés par des raisons militaires. Ce comportement n'est pas compatible avec le statut de neutralité. C'est précisément pour cette raison que le Conseil de sécurité a expressément formulé que le soutien d'autres Etats devait être un «appui voulu». Le respect de la neutralité autrichienne aurait été nécessaire. Mais à l'époque, non seulement les survols, mais aussi les transports logistiques ont été approuvés. A ce propos, il est révélateur que les chars transportés à travers l'Autriche furent désignés de «chars de dépannage» et non de chars «normaux». La conclusion reste la même: Le gouvernement de notre pays s'est mis au service de l'UE. Pourquoi? A-t-on voulu signaler à l'UE, en amont des négociations d'adhésion, que l'on renonçait en pratique au statut de neutralité si cela s'avérait nécessaire? L'hégémonie transatlantique a-t-il exigé, via les structures de l'UE, que l'Autriche renonce à la neutralité? Des pressions ont-elles été exercées?

Obéissance forcée

Un processus similaire a été observé lors de l'élargissement à l'Est de l'OTAN et de l'UE. Tous les Etats de l'ancienne alliance militaire «Pacte de Varsovie» ont été admis par étapes, d'abord dans l'OTAN, puis dans l'UE. Le premier élargissement de l'OTAN à l'Est, avec l'adhésion de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie, a eu lieu le 12 mars 1999. Le deuxième élargissement de

l'OTAN à l'Est, avec l'adhésion de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovaquie, a eu lieu le 29 mars 2004. Seuls Malte et Chypre ont été épargnés lors de cette vague d'adhésions à l'OTAN.

Lors de l'attaque des Etats-Unis contre l'Irak au printemps 2003, en violation du droit international, dans le cadre de la troisième guerre du Golfe, tous les dix nouveaux pays sans exception ont dû soutenir les Etats-Unis sur le plan politique et militaire en tant que «coalition de bonnes volontés»¹⁷. Seuls Malte, l'Autriche et Chypre ont été épargnés d'une participation directe à la coalition.

Ce n'est que dans une étape ultérieure, le 1^{er} mai 2004, que les dix pays ont obtenu, après avoir rempli les «critères de Copenhague»¹⁸, «la capacité de remplir les obligations liées à l'adhésion à l'UE et, par exemple, de mettre en œuvre toutes les règles de l'UE et de soutenir les objectifs de l'UE». Ces dix pays étaient l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovaquie, la République tchèque, la Hongrie, Malte et Chypre. Le 1^{er} janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie ont finalement rejoint l'UE.

Est-ce un hasard si leur adhésion à l'OTAN a eu lieu d'abord, une mission de guerre a été imposée par après, et si ce n'est qu'ensuite que les «critères de Copenhague» de l'UE ont été remplis? Tout porte à croire que l'UE n'est que le bras politique de l'OTAN. Serait-ce la raison pour laquelle l'Autriche n'a pas été autorisée, dès 1991, à respecter les trois obligations de neutralité convenues en 1955 avec la communauté internationale dans le cadre d'un «acte juridique unilatéral»? Ces trois obligations sont l'obligation d'abstention, l'obligation d'égalité de traitement et l'interdiction de mettre le territoire autrichien à disposition de belligérants. Est-ce si difficile?

Nous pensons que la sécurité d'un Etat diminue dans une alliance où l'on ne peut plus décider soi-même de la guerre et de la paix. Les alliances veulent toujours s'agrandir. Elles obéissent au pouvoir et non à la paix. Il est grand temps que nous respections nos obligations de neutralité. Dans le monde entier, il y a besoin d'artisans de la paix.

¹ https://www.cvce.eu/de/obj/entschlie%C3%9Fungsantrag_der_fpo_betreffend_die_aufnahme_von_beitrittsverhandlungen_mit_eg_27_november_1987-de-101722dd-877a-4b8c-aa04-0a05e79-cae96.html

² https://www.cvce.eu/de/obj/europa_memorandum_des_osterreichischen_gewerkschaftsbundes_6_dezember_1988-de-17d7fc58-bc40-4435-b75c-ac8cd04b3f87.html

³ https://www.cvce.eu/de/obj/europa_manifest_der_osterreichischen_volkspartei_ovp_23_mai_1988-de-30e56e53-2fcb-4ab7-b33d-0fc096b757e1.html

⁴ https://www.cvce.eu/de/obj/stellungnahme_der_veereinigung_osterreichischer_industrieller_zur_europaischen_integration_europa_unsere_zukunft_wien_1987-de-51284fca-1239-4766-aba2-fd0ee07c7752.html

⁵ https://www.cvce.eu/de/obj/europamanifest_der_osterreichischen_grunen_alternative_februar_1989-de-9ad04f3d-2c40-44c1-bb83-944a04e6e5ac.html

⁶ https://www.cvce.eu/de/obj/denkschrift_der_kommunistischen_partei_osterreichs_hinsichtlich_des_eg_beitritt_osterreichs_1988-de-7e7e8587-8c06-40e2-b83e-ae70e03c9eb9.html

⁷ https://www.cvce.eu/de/obj/stellungnahme_der_kommission_zum_beitrittsantrag_osterreichs_31_juli_1992-de-e22a3d78-7ef1-46e1-8dbb-f4db7c584fc4.html

⁸ <https://www.bundeskanzleramt.gv.at/themen/at25eu/hintergrundinfo/oesterreichs-weg-in-die-eu.html>

⁹ Avec l'entrée en vigueur du traité, les Communautés européennes se sont intégrées à l'Union européenne (UE) le 1^{er} novembre 1993. Voir aussi https://de.wikipedia.org/wiki/Geschichte_der_Europ%C3%A4ischen_Union

¹⁰ <https://www.bundeskanzleramt.gv.at/bundeskanzleramt/geschichte/regierungen-seit-1945.html>

¹¹ Courriel du 1.2.2024, 16h00

¹² <https://exxpress.at/exxpress-umfrage-bestaetigt-eindeutig-80-wollen-neutralitaet-behalten/>

¹³ <https://infoe.at/2023/03/28/vortrag-mit-univ-prof-dr-michael-geistlinger-28-3-2023/>

¹⁴ https://www.un.org/Depts/german/sr/sr_90/sr678-90.pdf

¹⁵ https://de.wikipedia.org/wiki/Resolution_660_des_UN-Sicherheitsrates

¹⁶ https://de.wikipedia.org/wiki/Zweiter_Golfkrieg

¹⁷ https://de.wikipedia.org/wiki/Koalition_der_Willigen

¹⁸ https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/eu-enlargement_de

Violation flagrante de la neutralité et de la démocratie suisses

Le Conseil fédéral refuse de signer le traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires!

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 27 mars 2024, le Conseil fédéral a annoncé qu'il n'adhérerait pas «pour l'instant» au Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Cette déclaration réitére celles dans le sillon de 2018 et 2019.¹

Ce sont d'importantes nouvelles en provenance du Palais fédéral! Mais, malheureusement, il n'est pas nouveau pour nous autres citoyens que nos «serviteurs du peuple» violent le principe de neutralité, mais ce qu'ils s'arrogent actuellement dépasse tout. En effet, depuis plus de cinq ans, le Conseil fédéral passe outre la volonté du Parlement suisse, qui s'est pourtant clairement prononcé en 2018 déjà, en faveur de l'adhésion au Traité d'interdiction des armes nucléaires (voir encadré).

Les Suisses de l'étranger sont formels là-dessus: le Conseil fédéral doit signer

Force est de constater que c'est la voix des Suisses de l'étranger qui rappelle au Conseil fédéral la seule voie que la Suisse se doit d'emprunter, pour le bien d'elle-même autant que pour celui du monde, et ceci en ces termes limpides: «L'engagement de la Suisse en faveur de la résolution des conflits, du désarmement et d'un monde en paix fait partie de son identité. [...] Il serait donc évident que le Conseil fédéral signe sans hésiter le traité d'interdiction des armes nucléaires de l'ONU. [...] Une adhésion serait en outre l'expression de la tradition humanitaire de la Suisse. Malgré cela, le Conseil fédéral freine des quatre fers». (*Revue Suisse*, magazine pour les Suisses à l'étranger)²

Les Etats pacifiques adhèrent au Traité d'interdiction des armes nucléaires de l'ONU³

Le traité «contient une interdiction complète et explicite des armes nucléaires, il interdit donc l'utilisation, la menace d'utilisation, la fabrication, le stockage, l'acquisition, la possession, le déploiement, le transfert et les essais d'armes nucléaires ainsi que le soutien à ces activités interdites» (*Communiqué de presse* du Conseil fédéral du 27/03/24). Le TIAN va ainsi beaucoup plus loin que le «Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)» de 1968, reconnu à l'époque par les cinq puissances nucléaires que sont les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, la France et la Chine, et depuis lors par pratiquement tous les Etats du monde.

Le TIAN est en vigueur depuis 2021 et a déjà été ratifié par 70 Etats, en majorité du Sud global, alors que les cinq puissances nucléaires citées ainsi que tout l'Occident – à l'exception des neutres que sont l'Irlande et l'Autriche! – restent blancs sur la carte du monde.⁴ La Suisse aurait toutes les raisons de suivre l'exemple courageux de l'Irlande et de l'Autriche et de rejoindre les Etats pacifiques du monde. Au lieu de cela, «le Conseil fédéral juge que l'impact du TIAN est faible, car il n'est pas reconnu par les détenteurs d'armes nucléaires, mais aussi par presque tous les pays occidentaux et européens». His masters voice – la Suisse, autrefois neutre et indépendante, se voit donc, une fois de plus, blâmée devant le monde pacifique.

Le Conseil fédéral tente de s'en sortir

La neutralité de la Suisse correspond à la volonté de la grande majorité des Suisses selon tous les sondages et des plus de 132 000 signataires de l'initiative sur la neutralité qui vient d'être déposée. Certes, le Conseil fédéral affirme à juste titre dans son communiqué de presse que «l'utilisation d'armes nucléaires ne serait guère compatible avec le droit inter-

Le Conseil fédéral agit contre la volonté manifeste du Parlement

Simultanément avec le communiqué du Conseil fédéral, le Parti socialiste témoigne de son mécontentement dans un communiqué de presse intitulé «Le oui au traité d'interdiction des armes nucléaires s'impose» dans ces termes: «Pour l'énième fois, le Conseil fédéral s'est prononcé aujourd'hui contre la signature et la ratification du traité d'interdiction des armes nucléaires. Le PS critique vivement cette décision qui va à l'encontre de la volonté clairement exprimée par le Parlement et exige une réponse rapide. [...] Le gouvernement suisse n'a toujours pas signé le traité, bien que le Conseil national et le Conseil des Etats aient adopté une motion correspondante du conseiller aux Etats socialiste Carlo Sommaruga, et ce en 2018 déjà.» Et le PS de conclure que «le mandat au Conseil fédéral est donc déjà donné depuis longtemps».

L'extrait suivant du vote du conseiller national de l'époque, Carlo Sommaruga, mérite d'être cité: «Aussi incroyable que cela puisse paraître, malgré les 250 000 morts causés par les deux bombes larguées sur Hiroshima et

Nagasaki en 1945, les armes nucléaires n'ont jamais été interdites, contrairement aux armes biologiques, interdites en 1975, et aux armes chimiques, interdites depuis 1997. Il ne fait pourtant aucun doute que l'utilisation d'armes nucléaires a des conséquences désastreuses pour les populations civiles. Comme le souligne le CICR et son président [de l'époque] Peter Maurer, les armes nucléaires sont par définition contraires aux Conventions de Genève, dont nous sommes les dépositaires et qui interdisent de s'en prendre aux civils dans les conflits armés».

Un mandat du Parlement, élu par le peuple, au Conseil fédéral, limpide comme l'eau de fontaine. Il est tout de même incroyable que le Conseil fédéral s'obstine à en passer outre – depuis plus de cinq ans maintenant!

Sources: Communiqué de presse du PS Suisse du 27/03/24. <https://www.sp.ps.ch/artikel/2024/03/27/>

Procès-verbal des débats parlementaires du 5/06/18 et du 12/12/18. <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=44998>

national humanitaire». Mais il se faufile ensuite à nouveau affirmant «que dans le contexte international actuel [...] une adhésion n'est pas dans l'intérêt de la Suisse». Pourquoi pas? Dans son communiqué de presse, le Conseil fédéral ne nous donne pas de réponse plus précise. Il se contente d'indiquer qu'il a adopté le 27 mars son rapport sur un postulat du Parlement. Il vaut la peine de jeter un coup d'œil à ce rapport.

L'adhésion aurait des «conséquences négatives sur la collaboration avec l'OTAN»

Dans le rapport du 31 janvier 2024 sur les «Conséquences d'une adhésion de la Suisse au Traité d'interdiction des armes nucléaires sur la politique étrangère et de sécurité de la Suisse»⁵, nous nous heurtons, une fois de plus, contre le climat étrangement belliciste caractérisant le raisonnement du Conseil fédéral. Nous épargnons à nos lecteurs les accusations absurdes contre la Russie, dont le «recours à la force militaire» aurait incité de nombreux Etats européens à «renforcer leur état de préparation à la défense» – on ne pourra défendre des hypothèses plus tordues. Et nous constatons avec un déplaisir croissant que le Conseil fédéral s'extasie à nouveau devant l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN (et l'adhésion à l'UE qui l'a précédée) quand il écrit: «Deux Etats qui ont cultivé une longue tradition de neutralité pendant la guerre froide et qui sont passés plus tard, avec l'adhésion à l'UE et l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, du statut d'Etats neutres à celui d'Etats non alignés, sont maintenant parvenus à la conviction que leur sécurité est mieux garantie au sein de l'OTAN». (Rapport, p. 2) On voit bien où cela tend.

Sous le titre «Risques» (de l'adhésion au TIAN), le rapport entre dans le vif du sujet: «Même si, en l'état actuel des connaissances, la coopération militaire actuelle ne devrait pas être directement concernée, une adhésion au TIAN compliquerait la position de la Suisse envers les partenariats de la sécurité. Ceci en particulier vis-à-vis de l'OTAN, qui est une alliance nucléaire déclarée et qui le restera dans un avenir prévisible». (p.3) Pourquoi l'adhésion au TIAN «compliquerait»-elle la relation de la Suisse avec l'OTAN? La Revue Suisse dit clairement ce qui est passablement mis en sourdine à la page 4 du rapport actuel, en se basant sur un document de l'ad-

ministration fédérale datant de 2018: «Il y est dit qu'en cas d'attaque armée, la Suisse coopérerait avec une certaine probabilité avec des Etats ou des alliances dotés d'armes nucléaires. En adhérant au Traité de non-prolifération nucléaire, la Suisse se fermerait donc l'option de se placer explicitement sous un parapluie nucléaire dans le cadre de telles alliances [il s'agit de l'OTAN et de l'UE]»⁶.

En clair, en refusant le TIAN avec ce raisonnement-ci, le Conseil fédéral mise en toute apparence sur l'adhésion de fait de la Suisse à l'OTAN. D'où aura-t-il pris un tel mandat?

La sécurité pour la Suisse neutre – question brûlante

Se perdant en toute évidence dans ses conjectures, le Conseil fédéral omet la question cruciale: celle de savoir si la Suisse serait réellement plus en sécurité sous le parapluie nucléaire ou conventionnel de l'OTAN (et le Sky Shield de l'OTAN-UE) qu'en tant qu'Etat neutre pendant plus de 200 ans. Pour chacun se rappelant des faits de l'Histoire de la Suisse, la réponse est claire. C'est en toute évidence grâce à sa neutralité que la Suisse a pu rester à l'écart de toutes les guerres qui ont fait rage autour d'elle, notamment les deux terribles guerres mondiales du XX^e siècle.

Une deuxième question, non moins importante: contre qui l'OTAN devra-t-elle nous protéger? L'ambassadeur russe en Suisse, *Sergei Garmonin*, a récemment fait remarquer, lors d'une conférence à Kloten, que l'on entendait de la part du DDPS (Département fédéral de la défense, de la protection de la population et de la sécurité) que «la Russie pourrait utiliser des chars ou même sa flotte de guerre (!) contre la Suisse, pays enclavé». Il a insisté sur le fait qu'en réalité, la Russie n'avait jamais attaqué la Suisse (à l'exception du général *Souvorov*, qui s'est battu contre les Français sur le territoire suisse aussi, occupé alors des forces armées françaises (lors de la bataille de Zurich à la fin du 18^e siècle), et n'avait pas l'intention de le faire aujourd'hui.

L'ambassadeur russe a également rappelé que le président *Vladimir Poutine* avait récemment réaffirmé qu'il n'avait pas l'intention d'attaquer l'OTAN. Mais, comme *Sergei Garmonin* a donné à réfléchir à la Suisse, un rapprochement avec l'OTAN n'aide pas la Suisse dans ses relations avec la Russie.⁷

Rester un pays neutre et apporter sa contribution

Un aspect du rapport du Conseil fédéral doit encore être repris: «Parmi les risques possibles d'une adhésion, il y a le fait que le TIAN soit peu compris, voire clairement rejeté, par des acteurs internationaux de poids et par les partenaires bilatéraux et multilatéraux de la Suisse». (p. 4)

Le fait que les grandes puissances (lesquelles?) aient «peu de compréhension» pour le point de vue de la neutralité n'est pas nouveau. C'est l'Histoire même qui nous instruit: régulièrement, les puissances belligérantes ont demandé à la Suisse de se positionner de

leur côté. C'est le lot du neutre de ne pas être «compris» par les puissances belligérantes. Mais même si les centres de pouvoir ne comprennent pas le point de vue neutre de la Suisse, l'essentiel est que nous comprenions nous-mêmes la neutralité comme le fondement de notre Etat et de notre action dans le monde.

En effet, ce n'est que sur la base de sa neutralité que la Suisse peut apporter sa contribution à la paix, par le biais de l'engagement indispensable du CICR et par sa volonté de faire bénéficier de ses bons offices tous les belligérants qui le souhaitent.

Dans la guerre en Ukraine également, nos conseillers fédéraux seraient bien inspirés de se rappeler que le travail de paix de la Suisse n'est pas possible s'ils sanctionnent une partie et fournissent – directement ou dans le cadre d'un échange circulaire – des armes à l'autre partie belligérante. Et dans la guerre de Gaza, le Conseil fédéral et le Parlement ne doivent pas se laisser dissuader de soutenir de toutes leurs forces le CICR et les organisations humanitaires de l'ONU, en particulier l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNWRA), afin qu'ils puissent apporter un peu de lumière dans l'enfer des habitants de Gaza.

¹ «Traité sur l'interdiction des armes nucléaires: le Conseil fédéral maintient sa position à l'heure actuelle» *Communiqué de presse* du 27/03/24

² Forster, Christof. «Interdire les armes nucléaires? En principe oui, mais...» *Revue Suisse* N° 2 mars 2024

³ TPNW: Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons

⁴ (https://www.icanw.org/signature_and_ratification_status)

⁵ *Bericht zum Postulat* 22.3800 Dittli du 27/09/22

⁶ Forster, Christof. «Interdire les armes nucléaires? En principe oui, mais...» *Revue Suisse* N° 2 mars 2024

⁷ Conférence à Kloten du 22 mars 2024

Scandale de la politique de neutralité: le Conseil fédéral décide d'adhérer au «European Sky Shield»

mw. Le 10 avril, le Conseil fédéral a encore ajouté une corde à son arc dans son programme de démantèlement de la neutralité: il a décidé d'adhérer à l'«European Sky Shield Initiative» (ESSI). Celle-ci a été «lancée en août 2022 et se fonde sur la nécessité de renforcer la défense aérienne en Europe et de mieux regrouper les efforts». On apprend ensuite que «entre-temps, onze Etats ont signé la déclaration d'adhésion au MoU [Memorandum of Understanding]».

La Suisse fait donc partie des onze premiers signataires – le tandem Amherd/Cassis fait vraiment preuve de zèle, vu le fait que nous ne faisons partie ni de l'OTAN ni de l'UE!

Selon le communiqué de presse, il s'agit avant tout pour la Suisse «d'une meilleure coordination des projets d'acquisition, de la formation ainsi que des aspects logistiques dans le domaine de la défense aérienne basée au sol». Le Conseil fédéral souligne en outre que même après la signature de la déclaration d'adhésion, «la Suisse décide toujours librement» où et dans quelle mesure elle souhaite participer à l'ESSI: «La signature de la déclaration d'adhésion au MoU ne crée aucune obligation». Tout est donc inoffensif?

Si c'est le cas, comment se fait-il que la Suisse et l'Autriche ont dû inscrire, dans une déclaration complémentaire «leurs réserves en matière de droit de la neutralité» afin «d'exclure toute participation ou collaboration à des conflits militaires internationaux?» [souligné par mw]. L'affaire n'est apparemment pas entièrement anodine.

Quel rôle jouera la Suisse dans le «système de défense aérienne» de l'UE/OTAN contre la Russie?

L'attitude négative envers le oui officiel est basée sur la volonté du maintien de la neutralité intégrale. Le oui officiel face à une initiative de l'OTAN est un pas en plus envers l'approchement militaire de la Suisse de l'OTAN, basée sur une menace militaire à caractère purement hypothétique, comme le montre une récente dépêche de l'agence de presse britannique Reuters intitulée: «La Suisse neutre rejoint le projet de défense European Sky Shield». On y commente le cas en ces termes: «L'initiative European Sky Shield (ESSI) est un système de défense aérienne commun lancé par l'Allemagne en 2022 pour renforcer la défense aérienne européenne – un sujet qui a été davantage mis en avant depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie» [souligné par mw.]

Sources: «Bundesrat beschliesst Beitritt zur European Sky Shield Initiative»; communiqué de presse du 10 avril 2024; «Neutral Switzerland joins European Sky Shield defence project»; Reuters du 10 avril 2024.

La participation de la Suisse aux exercices militaires de l'OTAN selon l'art. 5 signifierait «de facto l'abandon de la neutralité suisse»

mw. La Commission de la politique de sécurité du Conseil national a adopté, le 20 février 2024, «par 16 voix contre 8 et une abstention la motion 24.3012 qui charge le Conseil fédéral d'adapter le droit pertinent de manière à interdire les exercices conjoints avec l'OTAN simulants le cas d'alliance au sens de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord. La majorité de la commission est d'avis qu'une coopération avec l'OTAN impliquant la participation à de tels exercices signifierait de facto l'abandon de la neutralité suisse. Elle prend acte du fait

que de tels exercices ne sont pas prévus actuellement mais souhaite signaler au Conseil fédéral, par cette motion, où elle voit les limites d'une éventuelle coopération avec l'OTAN.»

Il faut espérer que cette motion sera approuvée par les deux chambres – bien que l'armée suisse ne doive, idéalement, pas du tout participer à des exercices de l'OTAN.

Source: communiqué de presse de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N) du 20 février 2024

La justification de l'Homme

par Moritz Nestor

Un livre dont on avait besoin de toute urgence est sorti en 2020, intitulé «Verteidigung des Menschen» (Justification de l'Homme). Son auteur est *Thomas Fuchs*, philosophe et psychiatre, chercheur et professeur spécialisé en fondements philosophiques de la psychiatrie et de la psychothérapie à l'*Universität Ruprecht-Karls de Heidelberg*. Il est avant tout important de se rappeler l'envergure de l'abattage idéologique de tout ce qui était lié au concept du libre arbitre en matière d'éthique, une sorte de politique de terre brûlée à laquelle la communauté intellectuelle occidentale était confronté dans les sciences humaines depuis les années soixante et soixante-dix du siècle dernier. Aujourd'hui, dans certains domaines de nos disciplines des sciences humaines, l'homme en tant qu'individu autonome semble avoir été limogé. Récemment, par exemple, un groupe de jeunes assistants sociaux d'une grande institution socio-psychiatrique allemande, des jeunes gens confrontés à apprendre quotidiennement comment gérer les problèmes psychiatriques les plus graves, se sont déclarés sincèrement étonnés de n'avoir jamais entendu parler, tout le long de leur formation professionnelle, de «relations humaines». Bien sûr, le terme «relation» leur semblait évident. Mais par rapport aux bases scientifiques qu'ils devaient intégrer dans leur formation pour s'occuper de leurs patients, le terme de «relation humaine» n'apparaissait ni en théorie ni en pratique. Par contre, ils expliquaient être plus familiers avec les concepts recouvrant les approches écologiques, cybernétiques, constructivistes et systémiques, notions importées pour la plupart de concepts d'origine américaine. L'immense domaine de la recherche en sciences humaines sur l'homme en tant qu'être culturel et relationnel, surtout d'origine européenne, ne leur avait donc plus été transmis. Que s'est-il passé?

Des aberrations inhumaines: l'écologie profonde et le transhumanisme

Il existe, c'est ainsi que Thomas Fuchs commence son enquête, une longue tradition,

«de mettre l'humanité elle-même au banc des accusés, de l'accuser de mesure, de cupidité, d'hybris ou de bassesse, de lui imputer les horreurs de la guerre ou la destruction de la planète. Depuis peu, on entend même de plus en plus souvent des positions selon lesquelles le mieux pour la Terre serait qu'elle puisse se débarrasser de son revêtement de moisissure», comme Schopenhauer a un jour qualifié l'humanité»¹

Fuchs cite en exemple le mouvement *Voluntary Human Extinction*² (mouvement pour l'extinction volontaire de l'humanité), fondé en 1991 par *Les Knight*, qui préconise l'«extinction de l'humanité pour sauver la Terre», ainsi que le transhumaniste *Robert Ettinger*, qui affirma, en 1989 dans son livre «Man into Superman» qu'avec l'humanité on avait affaire «à une maladie»³ Selon lui, il s'agirait donc d'«entreprendre de nous en guérir». Notre espèce de «homo sapiens» ne serait «qu'un début maladroit». Si l'homme «se reconnaissait clairement comme une erreur», il serait «motivé à se façonner par lui-même»⁴.

L'homme: un être physique animé vivant dans son milieu relationnel

Dans son livre, Fuchs s'attache à défendre l'être humain contre les remises en question de la conception humaniste de l'homme et de son noyau: l'être humain en tant que personne libre, se déterminant lui-même et socialement relié aux autres. Selon Fuchs, nous sommes, des êtres humains, pas purement des «esprits» sans physique, mais des «êtres physiques animés» vivant dans «un milieu relationnel commun. Dans ce milieu chacun demande aux autres leur respect de sa dignité. C'est une demande qui se justifie par son existence physique et sa coexistence avec les autres».

Au centre du behaviorisme: la caricature de l'homme comme simple organisme d'exécution ...

Fuchs cite un exemple relativement précoce pour illustrer la remise en question du concept humaniste et personnelle de l'homme, le livre du psychologue comportemental américain *Burrhus Frederic Skinner* intitulé «Beyond Freedom and Dignity» (Au-delà de la liberté

et de la dignité), paru en 1971. Il s'agissait d'une sorte de Bible pour tous ceux qui rejetaient radicalement la perception de l'être humain en tant que personne, le fondement de l'image de l'homme évolué dans l'Humanisme européen. «Croire en une chose telle que le libre arbitre et l'autonomie morale est le reliquat d'une vision mythique et pré-scientifique de l'être humain. L'attribution d'une responsabilité et d'une dignité personnelles entrave le progrès scientifique», affirme Skinner.

Skinner veut conditionner le comportement humain à l'aide de technologies sociales dans le sillon des investigations de *Pavlov* avec son chien dont la salive coulait déjà au bout d'un moment lorsque la petite cloche annonçant la nourriture retentissait. C'est ainsi, revendiquent les disciples de Pavlov et de Skinner, que l'on devait désapprendre à l'homme la surpopulation et les guerres et lui inculquer le bonheur.

... dirigé par la biochimie et la cybernétique

L'utopie sociale terrifiante de Skinner ne tient plus le haut du pavé. Mais, selon Fuchs, l'idée de base de Skinner est plus que jamais ancrée dans nos cerveaux. Elle consiste selon lui à: «[...] substituer une connaissance rationnelle de l'être humain et les technologies correspondantes à notre conception de nous-mêmes, so-disant prisonnière de préjugés et de mythes»⁵. Par exemple, l'historien israélien *Yuval Noah Harari* affirme dans son livre «Homo Deus», paru en 2017, que l'intelligence artificielle rend peu à peu obsolète la conception humaniste de l'homme. Cette théorie de Harari, également appelée «posthumanisme», qui s'appuie sur la biologie et la cybernétique, proclame que «les hommes ne se considéreront plus comme des êtres autonomes menant leur vie selon leurs propres désirs, mais bien plus comme un ensemble de mécanismes biochimiques constamment surveillés et dirigés par un réseau d'algorithmes électroniques»⁶.

Des présupposés insoutenables

Harari affirme que le libre arbitre et «l'idée d'un soi autonome» et du «moi» de l'homme auraient été réfutés, ces dernières décennies, par les sciences biologiques au royaume des histoires imaginaires du christianisme, de Saint Nicolas et du lapin de Pâques.⁷ L'homo sapiens ne serait en effet qu'un algorithme obsolète⁸. Selon Fuchs, la théorie déconstructiviste cynique de Harari a toutefois des conséquences politiques très réelles: des systèmes de surveillance numérique sont créés dans le monde entier au moyen de l'intelligence artificielle. Leurs adeptes sont en train de réaliser ainsi «quelque chose comme la technologie sociale de Skinner», estime Fuchs. Pour lui, les auteurs dans le sillon de Harari reprennent sans critique des éléments d'une «image scientifique de l'homme». Leurs conceptions de l'homme se basent sur trois hypothèses qui se résumant ainsi

1. tout ce qui est animé et inanimé est pour eux entièrement explicable par les sciences naturelles. La subjectivité, l'esprit et la conscience seraient dus à des processus physiques et physiologiques et seraient des produits de l'activité nerveuse. La subjectivité, l'esprit et la conscience de l'homme n'ont pas d'«efficacité autonome dans le monde».
2. Les sciences biologiques considèrent aujourd'hui tous les organismes en tant que machines vivantes, commandées par des programmes génétiques. L'expérience spirituelle, l'intériorité – dans cette vision tout cela ne serait qu'un «effet de mécanismes biochimiques ou évolutifs». Ce n'est qu'extirper de la vie toute substance du vivant.
3. L'esprit humain et la conscience sont, dans cette vision, un «traitement neuronal de l'information» pouvant en principe fonctionner sur n'importe quel matériel informatique et être simulé par des systèmes informatiques.

Ainsi, l'homme deviendrait la «somme de ses données», dit Fuchs, et la conscience de soi, l'autodétermination, la compréhension, l'autoréflexion, la connaissance de soi deviennent superflues – les algorithmes nous connaissant mieux.

«Le chant de choral moderne, la neuro-philosophie matérialiste, proclame que notre expérience subjective n'est que l'interface utilisatrice colorée d'un neurocomputer et donc

une «illusion d'utilisateur» (Slaby 2011) – ce qui est réel ne seraient que les processus de calcul neuronaux en arrière-plan seulement.

Dans cette vision matérialiste du monde, la connaissance de soi, la compréhension, la réflexion sur soi, la conscience de soi et l'autodétermination, bref la vie psychique et spirituelle, ne seraient plus une réalité mais une croyance nostalgique naïve.

Résumant tout cela, il se décolle l'image suivante: le matérialiste «post-humaniste» moderne affirme que tout est matière entièrement repérable par les sciences naturelles. La conscience, la pensée, les sentiments ne seraient que des activités nerveuses psychochimiques – «traitement neuronal des données», à l'instar d'un ordinateur.

La conscience humaine: activités liées au physique dans l'espace interpersonnel

Pour Fuchs, la conscience, la pensée et le sentiment ne sont pas des processus psychochimiques. Transposé en langage courant, Fuchs déclare en substance ceci: à l'instar d'une mélodie qui n'est pas contenue dans la matière des touches du piano ni explicable par ces touches, mais qui est privée de résonner sans piano, l'être humain ne peut pas exprimer sa conscience, sa pensée et ses sentiments sans cerveau ni corps. La mélodie n'est pas la succession des touches. Elle résonne dans l'espace spirituel en nous et entre nous. Ainsi, nous pensons et ressentons toujours dans l'espace social des relations sociales dont nous faisons partie. Penser est donc essentiellement un acte interpersonnel, de même ressentir est toujours liée à un espace interpersonnel. Un homme sans relations sociales, donnée impensable, n'aurait pas besoin de penser, ni de ressentir ni même de parler.

Nos sentiments ne sont pas générés par le cerveau seul

Selon Fuchs, on ne peut pas vraiment contrer le matérialisme par le raisonnement seul, en lui opposant l'esprit humain comme fait abstrait, désincarné et pur. Il s'agit plutôt, selon Fuchs, de décrire le fait et le pourquoi de ce que l'être humain, considéré comme une personne humaine, est une unité corps-âme. La vision humaniste de l'être humain montre, selon Fuchs, «que la personne est présente dans son corps même, qu'elle ressent, perçoit, s'exprime et agit avec son corps». Lorsque deux individus se rencontrent, ce ne sont pas deux cerveaux qui se rencontrent. Il en va de même pour chaque processus vital humain. Dans la réalité, chaque personne humaine n'agit pas comme un cerveau, mais comme un organisme autodéterminé, c'est-à-dire comme une unité indissociable du corps et de l'âme.

Selon Fuchs, l'interaction humaine n'est donc pas non plus le contact de deux cerveaux seuls, mais une rencontre de deux entités, physiques et psychiques à la fois. En d'autres termes: ma main n'est pas un organe innervé seul, mais une partie animée de (mon) organisme vivant. Deux êtres humains ne se rencontrent pas en activant «une théorie mentale», remarque Fuchs, mais

«intuitivement déjà à partir de leur expression corporelle, de leurs gestes et de leur comportement. Quelques semaines après la naissance, les bébés reconnaissent déjà les expressions émotionnelles de leur mère ou de leur père, notamment en suivant et en ressentant dans leur propre corps leur mélodie, leur rythme et leur dynamique». (p. 13)

De même, la communication numérique en ligne présuppose toujours que nous avons affaire à «un être humain vivant, en chair et en os». Le «corps sensible» prend également part aux espaces virtuels. On comprend immédiatement ce que Fuchs veut dire: au cinéma, ce ne sont pas seulement les neurones de mon cerveau qui analysent, au moyen d'une «théorie mentale», ce qui se passe à l'extérieur de la grotte de ma tête, sur l'écran. Si l'alpiniste virtuel à l'écran s'écrase en pleine tempête de neige sur la face nord de l'Eiger, nous réagissons en être vivants, avec ce qui nous apparaît physiquement et psychologiquement.

Un humanisme à l'esprit animé et incarné

Cette vision de l'homme en tant qu'unité corps-âme – ne considérant pas (de manière



ISBN 978-3-518-29911-1

matérialiste) le spirituel comme une activité nerveuse évoluée ni revêtant l'esprit d'une existence abstraite et désincarnée – Fuchs nomme ce dualisme «anthropologie incarnée» ou «humanisme de l'esprit animé incarné». En fait, il s'agit d'une vision qu'Aristote connaissait déjà: l'organisme vivant et conscient de lui-même.

Avec cette vision du problème corps-âme, Fuchs consent avec l'«anthropologie fondamentale» d'*Adolf Portmann*, avec la vision de l'homme évolué par la psychologie individuelle adlérienne – qui insiste dans son nom même sur l'unité indivisible existante entre le corps et l'âme de l'homme – et avec la néopsychanalyse ainsi qu'avec la recherche psychosomatique de *Franz Alexander*, *Thure von Uexküll* et d'autres, pour n'en citer que quelques chercheurs d'importance.

C'est à partir de ce point fixe, résultat des réflexions issues de la question «qu'est-ce que l'homme?», que Fuchs s'oppose, dans sa justification de l'homme, au courant antihumaniste s'obstinant dans de fausses théories remettant radicalement en question rien de moins que la liberté et la pérennité du genre humain. Pas seulement une question théorique, dit Fuchs, mais une question éthique et surtout éminemment politique.

La conception de l'être humain – une question éminemment politique

«Car, comme l'écrivait *Karl Jaspers*, l'image de l'homme que nous tenons pour vraie décide en fin de compte de notre rapport à nous-mêmes et aux autres – aujourd'hui, il faudrait ajouter: et à la nature. L'humanisme au sens éthique signifie donc une résistance à la domination des systèmes technocratiques et des contraintes matérielles, ainsi qu'à la réification et à la robotisation de l'être humain. Si nous nous considérons nous-mêmes comme des objets, que ce soit sous forme d'algorithmes ou d'appareils biologiques déterminés par des neurones, nous nous livrons à la domination de ceux qui cherchent à manipuler de tels appareils et à les dominer par la technologie sociale. «Car le pouvoir de l'homme de faire de lui-même ce qui lui plaît, c'est [...] le pouvoir de quelques-uns de faire des autres ce qui leur plaît.»⁹ En ce sens, la défense de l'homme n'est pas seulement une tâche théorique, mais aussi un devoir éthique.»¹⁰

Avec le résultat, sous forme de cette citation, Fuchs rejoint donc l'esprit de *Karl Jaspers* qui a suffisamment de poids pour le répéter:

C'est «l'image de l'homme que nous tenons pour vraie qui décide en fin de compte de nos rapports avec nous-mêmes et avec les autres» – aujourd'hui, il faudrait ajouter: et avec la nature.

¹ Schopenhauer, Arthur. *Die Welt als Wille und Vorstellung*. Bd. 2, 1859; cité selon Fuchs, p. 7 (citations selon l'édition originale en allemand)

² <https://www.vhemt.org/dindex.htm> (consulté le 03/10/2021)

³ Le Transhumanisme entreprend d'«améliorer» ou «vaincre» la nature humaine en recourant à la technologie génétique, la technologie nano, la mise en phase du cerveau humain avec les ordinateurs etc.

⁴ Ettinger, Robert C. *Man into Superman*. New York 1989, p. 4, 8s., cité de Fuchs, p. 8

⁵ Fuchs, p. 8ss.

⁶ Harari, J. N. *Homo Deus. Eine Geschichte von morgen*. München 2017, p. 445, cité selon Fuchs, p. 9

⁷ Harari, 2017, p. 381 et 392, cité selon Fuchs, p. 9f.

⁸ Harari, 2017, p. 516, cité selon Fuchs, p. 10

⁹ Lewis, C. S. *Die Abschaffung des Menschen*. Freiburg/Br. 2007 [Edition originale 1943], p. 63, cité selon Fuchs, p. 17

¹⁰ Fuchs, p. 16s.